

Rapport d'activité 2019

grisélidis

Action de santé communautaire

La photographie de couverture a été réalisée par Laura Montaudoin

(*contact* : lauramontaudoin@yahoo.fr)

Contact :

Association Grisélidis

10 chemin de Lapujade

31200 Toulouse

Administration : 09.53.33.97.13



Association Grisélidis



@asso_griselidis

Site Internet : www.griselidis.com

Préambule

L'année 2019 a été marquée par l'extension des arrêtés anti-prostitution, un arrêté anti-bivouac à Toulouse, et l'application de la pénalisation des clients. Nous le constatons tous les jours, ces politiques ont un impact direct sur les conditions de vie et de travail des TDS : précarité et pauvreté accrue et hausse des violences.

L'année a aussi été émaillée par diverses manifestations pour la justice sociale et le maintien des droits sociaux : chômage et retraite, dans un contexte de recul sans précédent des droits sociaux et des services publics, notamment de santé comme nous l'avons vu lors de la récente crise sanitaire qui a mis en exergue la détérioration de notre système public de santé.

Les travailleur.ses du sexe, les femmes migrantes, les personnes trans, les gays, les personnes sans domiciles, les usager.es de drogues sont plus que jamais vulnérabilisé.es par ces politiques. La vulnérabilité qu'on leur attribue – comme si l'on était *vulnérable par nature* – est bien un effet de décisions politiques libérales et répressives qui exclut les pauvres, les stigmatise et les fragilisent.

Dans la même logique, certaines de nos subventions diminuent d'année en année et nous devons nous battre pour trouver d'autres sources de financement et maintenir nos actions.

Dans ce contexte l'association Grisélidis a été très mobilisée en 2019. Mobilisée avec les TDS dans la rue et sur internet, de jour comme de nuit, mobilisée avec les associations de lutte contre le sida et pour les droits des TDS et des LGBTQI+, mobilisées avec d'autres associations précaires toulousaines pour revendiquer une meilleure reconnaissance et la pérennisation de nos structures.

L'année 2020 s'ouvre sur une lutte toujours renouvelée pour maintenir à flot l'association et nos actions. Marquée par la crise sanitaire liée au COVID-19, Grisélidis s'est fortement engagée pour soutenir les TDS les plus pauvres et les plus exclu.es. L'équipe a su s'adapter et inventer de nouvelles formes d'intervention, a maintenu un lien fort avec les communautés de TDS à distance (par téléphone et via les réseaux sociaux) et a mis en place des permanences d'urgence hebdomadaire pour distribuer des aides financières et du matériel de prévention. Plus de 300 personnes ont pu être aidées et accompagnées pendant le confinement de mars, avril et mai 2020.

Nous voulons remercier toute l'équipe de Grisélidis qui est impliquée et mobilisée face aux difficultés, à la surcharge de travail, aux adaptations permanentes. En 2019, Mélodie et Annie ont quitté l'association, Fiona et Noémie, nos deux stagiaires également. Merci à elles.

Anna, Corinne, June, Rita, Sandra, Sonia, Tsetsa, Charlotte, vous êtes une équipe extraordinaire. C'est un plaisir de travailler avec vous, et nous souhaitons de tout notre cœur que notre belle énergie perdure pour les années à venir.

Horia Kebabza et Julie Sarrazin,

Co-directrices

Grisélidis : **Une association de santé, communautaire, paritaire, et féministe**

Fondée en 2000 à partir d'une alliance entre des militantes féministes et des travailleuses du sexe, l'association accueille les travailleur.se.s du sexe et les personnes qui se prostituent afin de favoriser leur accès à la santé et aux droits. Ses principales missions sont :

- La lutte contre le VIH/Sida, les hépatites, les autres IST, et les grossesses non désirées
- La lutte contre les inégalités sociales de santé
- L'accès au logement, à la formation et à l'emploi formel
- L'accès au droit au séjour et à la citoyenneté
- La lutte contre l'exploitation, les violences et les discriminations
- La défense des droits des travailleur.se.s du sexe, des malades et des usager.es du système de soins.

En raison de la stigmatisation de leur activité, mais aussi de leur genre, de leur orientation sexuelle et/ou de leur origine géographique, les travailleur.se.s du sexe sont marginalisé.es. Notre but est de favoriser leur accès aux droits et aux soins, en les accompagnant vers le droit commun et en encourageant l'autonomisation et l'*empowerment* des personnes, afin qu'elles soient en mesure de faire des choix éclairés pour elles-mêmes. Si la majeure partie de notre travail s'effectue sur le terrain, notre rôle est aussi d'informer et d'alerter le grand public ainsi que les décideur.se.s sur les difficultés vécues par notre public.

Une association de santé communautaire :

Le concept de **réduction des risques** (RDR) est apparu en France dans les années quatre-vingt-dix, suite aux ravages causés par l'épidémie du VIH/Sida, et devant l'incapacité des politiques de prévention classiques à réduire les taux de contamination. La RDR s'appuie sur différents constats : d'une part, lutter contre le VIH impose d'adopter une posture pragmatique. On ne peut plus viser un objectif unique, et difficile à atteindre étant donné les conditions de vie objectives des individu-e-s – dans le cas des personnes prostituées, l'arrêt immédiat de l'activité en vue de leur « réinsertion. » En revanche, on peut – et l'on doit – favoriser la mise en place de dispositifs qui réduisent les risques sanitaires et sociaux auxquels ces mêmes individu.es sont confronté.es : par exemple, l'accès à l'information, aux préservatifs et au dépistage. D'autre part, ce sont les groupes sociaux les plus fragiles, les plus précarisés (prostitué.es, usager.es de drogues, migrant.es, personnes sans domicile...), qui sont aussi les plus touchés par le virus. Pour combattre l'épidémie, il est donc nécessaire de travailler en collaboration avec ces personnes, en les considérant comme des partenaires de prévention et en favorisant l'auto support, c'est-à-dire la prise en charge par la communauté elle-même de la prévention. C'est ce que la **santé communautaire** va permettre, en plaçant les personnes concernées au centre du dispositif. Leurs compétences sont reconnues sur le plan professionnel, et elles sont salariées au sein des équipes.

Comme leur nom l'indique, les actions en santé communautaire sont menées à l'échelle d'une communauté, et adressent les problématiques spécifiques qu'elle rencontre. Les personnes concernées ne sont pas seulement des bénéficiaires mais aussi des conceptrices, elles intègrent les équipes professionnelles, et les stratégies mises en place sont basées sur leurs diagnostics et leurs besoins, selon la **méthodologie dite du « bottom up »**, ou « du bas vers le haut. » En cela, ces actions sont complémentaires des politiques traditionnelles en matière de santé publique, qui s'adressent au plus grand nombre, à travers des campagnes aux mots d'ordre généraux. Ce concept s'appuie sur la définition de la santé donnée par l'OMS. Selon celle-ci, la santé correspond à « un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité. » Il ne s'agit donc pas seulement de permettre l'accès des personnes à la prévention et aux soins, mais également d'améliorer leurs conditions de vie (accès aux droits sociaux, à la citoyenneté, au logement, lutte contre les violences et les discriminations, etc.), ce qui constitue un pré requis pour pouvoir prendre soin de soi.

A Grisélidis, l'équipe, le Conseil d'Administration et le bureau sont **paritaires**, c'est à dire composés pour moitié de personnes exerçant ou ayant exercé le travail du sexe. La présence de personnes ayant l'expérience du travail du sexe permet aux salarié.es et aux membres du CA une meilleure connaissance de la réalité de l'activité, ainsi qu'une meilleure compréhension des parcours et des besoins des personnes accueillies. Leur présence au sein de l'équipe facilite également la prise de contact et la création d'un lien de confiance, puisque les TDS savent qu'elles peuvent parler librement, à des interlocuteur-trices qui ont conscience des enjeux soulevés et ne porteront pas de jugement.

Un positionnement féministe :

L'analyse féministe est transversale à l'ensemble du travail, de la réflexion et des actions menées par Grisélidis. La question des rapports sociaux de sexe est d'ailleurs au fondement de la création de la structure. Nous nous situons dans une **perspective féministe intersectionnelle** : nous prenons en compte les inégalités de genre, mais également les autres facteurs de domination, liés à l'orientation sexuelle, l'ethnicité, la classe. Nous nous intéressons à la manière dont ceux-ci s'imbriquent les uns les autres ; et à leur impact concret sur chaque aspect de la vie des personnes que nous accompagnons. De ce fait, nous analysons le travail du sexe en prenant en compte le contexte de domination masculine dans lequel il s'inscrit. Concrètement, le genre en tant que **système de domination** est pris en compte dans les recherches-actions soutenues par l'association, et les salarié.es sont formé.es sur ces questions : plusieurs membres de l'équipe ont suivi des formations avec FRISSE (Femmes, Réduction des Risques et Sexualité) et le Planning Familial et/ou sont diplômé.es en études genre. Plusieurs membres de l'équipe sont également formés à l'accueil des personnes transgenres. Notre perspective féministe est perceptible dans nos actions de terrain : nous nous efforçons de favoriser la prise de conscience du caractère collectif et systémique des violences subies ; et d'aider les femmes à acquérir une plus grande indépendance personnelle et économique. Elle a aussi un impact sur notre manière d'appréhender nos missions d'accès à la santé. Les **inégalités économiques et sociales** subies par les femmes constituent en effet des freins importants à l'accès à la prévention et au soin. Notre travail de

terrain nous permet d'observer au quotidien l'impact du sexisme, de l'homophobie et de la transphobie sur la vie et la santé des personnes que nous accompagnons : précarité, peur des préjugés, violences, exclusion... Autant de facteurs qui rendent plus difficiles les relations avec les services de santé, et peuvent exposer davantage aux prises de risque. Plus largement, les stéréotypes associés à la féminité et à la masculinité, ainsi que l'inégale répartition du pouvoir entre les femmes et les hommes conditionnent le rapport de chacun.e à la sexualité, aux outils de prévention, au dépistage... De manière générale, **le genre apparaît comme l'un des facteurs contribuant à augmenter la vulnérabilité des individu-e-s au VIH/Sida et aux IST.** Pour lutter contre cela, nous mettons en place des temps de réflexion et d'information sur la santé (anatomie, contraception, consentement...) et encourageons les femmes et les minorisé.es sexuel.les à être acteur/actrices de leur santé.

Nous nous engageons aussi régulièrement pour la défense des droits des femmes, et sommes présentes lors des événements annuels tels que le 8 mars (Journée internationale de lutte pour les droits des femmes) et le 25 novembre (Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes) ce qui nous permet de sensibiliser le grand public aux réalités vécues par les femmes travailleuses du sexe.

Notre équipe

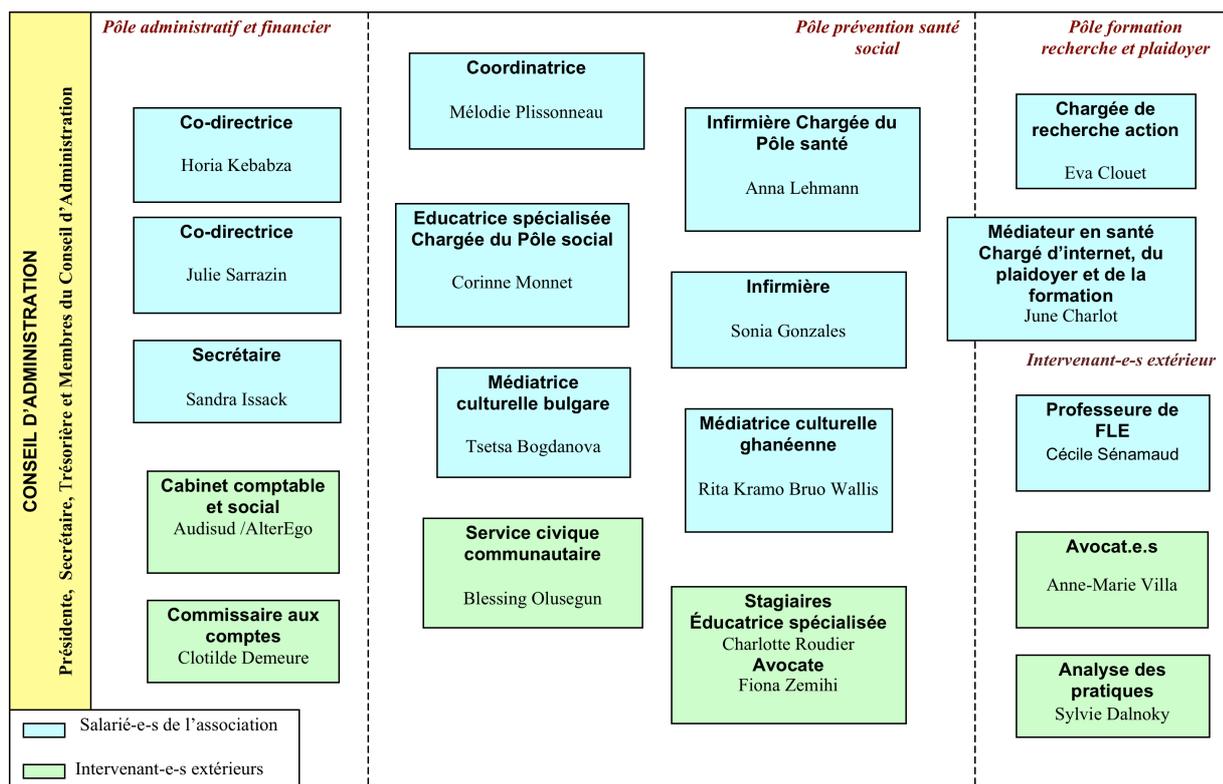
L'équipe salariée est **pluridisciplinaire** ; elle se compose de 3 principaux pôles.

- Le **pôle prévention/santé/social** est central. Il regroupe les salarié.es qui, chaque jour, font le lien avec notre public, allant vers, accueillant et accompagnant les travailleur.ses du sexe : une médiatrice culturelle d'Europe de l'Est, une médiatrice culturelle d'Afrique subsaharienne, un médiateur en santé, deux infirmières et une éducatrice spécialisée. Elles réalisent les maraudes dans la rue et via internet et les accompagnements physiques, animent les temps d'accueil conviviaux, organisent les ateliers et les focus groups, et mènent des entretiens. Ce sont également elles qui assurent le suivi individuel des personnes que nous accompagnons.

-Le **pôle administratif et financier** qui regroupe les deux co-directrices et la secrétaire de l'association. Elles assurent les missions de développement et de communication, de RH, ainsi que le suivi des subventions : recherche de financements, montage, évaluation, et bilan des actions.

-Le **pôle recherche, formation et plaidoyer** est assuré par le médiateur en santé et les co-directrices. Il s'agit de promouvoir, développer et assurer nos actions de formation auprès des professionnel.les en formation ou en exercice, les formations sont toujours assurées par un binôme paritaire. Nous menons également des recherches-actions afin de mieux connaître les enjeux et les conditions de vie et de travail des TDS. Enfin, le pôle plaidoyer consiste à assurer le lien avec la Fédération nationale Parapluie Rouge et avec les médias. L'objectif de ce pôle est de favoriser la prise de parole collective des travailleur.ses du sexe et de lutter pour leurs droits. Il s'agit aussi de diffuser l'expertise des TDS et de l'association auprès des institutions et des instances dirigeantes.

Cette équipe est amenée à accueillir régulièrement des volontaires en service civique et des stagiaires en travail social et/ou en sciences humaines. En 2019, nous avons ainsi accueilli Charlotte Roudier, éducatrice spécialisée stagiaire, qui a passé un an au sein de l'association, Ainsi que Fiona Zemih, stagiaire avocate.



GRISSELIDIS - ORGANIGRAMME 2019

Actions de formation des salarié.es en 2019

VIH et IST – modes de contamination et traitements – CRIPS Ile de France – Equipe complète

IST – COREVIH Occitanie – 5 salarié.es

La protection maladie – Case de Santé – 1 salariée

Les violences sexuelles – Planning Familial 31 – 2 salariées

La lutte contre la TEH et l'esclavage moderne - CCEM – 1 salariée

Plaidoyer et réseau sociaux – Médecins du Monde Paris -1 salarié

Gaspillage alimentaire – 1 volontaire

Le public rencontré en 2019

❖ Contexte :

L'année 2019 à Toulouse a été encore une fois marquée par une extension de l'arrêté anti-prostitution, repoussant toujours plus loin en périphérie les personnes se prostituant dans la rue dans des zones d'activités sans habitations à proximité, avec une forte présence policière. Cela a pour conséquence, non de supprimer la prostitution de rue, mais d'isoler les TDS, les exposer aux violences et de renforcer la précarité de ces derniers. A cela, s'est ajouté également un arrêté dit « anti-bivouac », toujours sur la commune de Toulouse, qui a pour conséquence de chasser les personnes sans abri et sans toit des rues de Toulouse, alors que le nombre de personnes vivant à la rue est en augmentation constante ces derniers mois (le 115 annonce un taux de 10 % d'appels décrochés). Par conséquent, nous constatons une pauvreté et une précarité croissante.

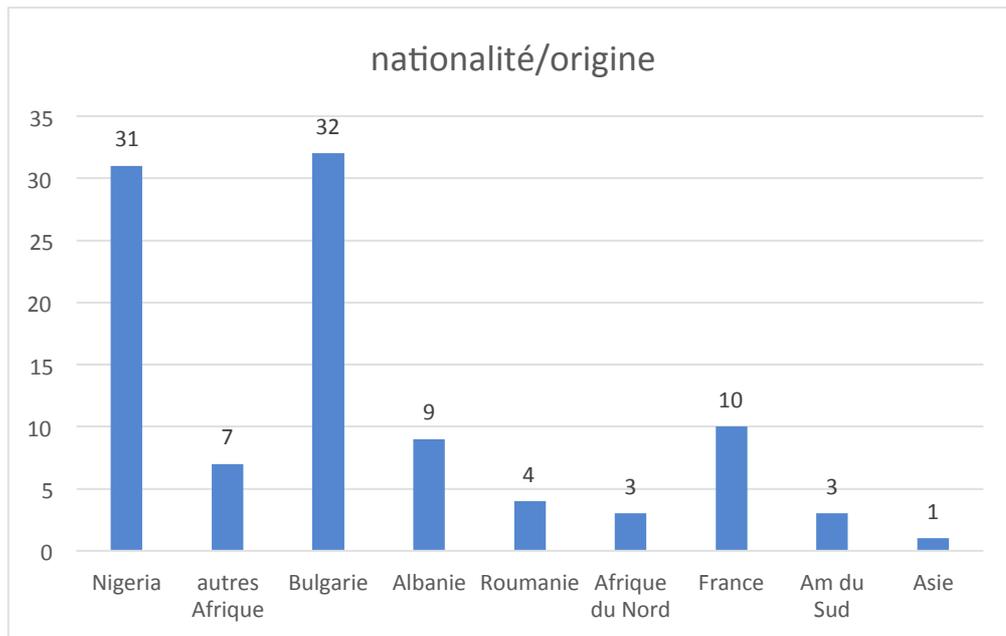
❖ Action de première ligne : « Outreach »

Nous avons réalisé **59 tournées de nuit en bus en 2019** (jeudi 21h-2h, vendredi 21h-5h). Nous avons réalisé **43 tournées et permanences de jour** à pied (tournées de trois heures environ, réalisées le mercredi et le vendredi à des heures variables afin de pouvoir entrer en contact avec l'ensemble des personnes présentes sur le territoire).

Nous assurons une permanence fixe avec le bus de prévention sur la place Belfort afin de maintenir le lien avec les « anciennes » françaises, camerounaises et nigérianes (femmes un peu plus âgées qui travaillent depuis longtemps dans ce quartier), des femmes trans, les personnes bulgares résidant dans les hôtels du centre-ville, des femmes usagères de drogues et depuis peu quelques femmes chinoises. La permanence avec le bus nous permet de toucher des personnes qui ne se déplacent pas jusqu'à notre local.

Les tournées de jour réalisées ont eu lieu dans les quartiers Bayard, Belfort, Jean Jaurès et des Chalets. Les tournées de nuit ont eu lieu dans ces mêmes quartiers ainsi que sur les boulevards, le long du Canal du Midi, l'avenue des Etats-Unis et l'avenue de Fondevre, les quartiers Barrière de Paris, Minimes. Nous avons également mené deux tournées exploratoires au grand Ramier.

Cette année encore, **le public rencontré dans la rue** se compose en très grande majorité de **femmes (90%) et de personnes migrantes (90%)**. Nous rencontrons en majorité des femmes nigérianes et bulgares.



Nous évaluons le nombre de personnes qui se prostituent dans la rue entre 250 et 450 en fonction des périodes de l'année. La forte présence policière, avec des verbalisations importantes, la pénalisation des clients et un nouvel arrêté anti-prostitution ont occasionné une baisse parfois importante du travail de rue. Nous avons comptabilisé **65 nouvelles personnes** cette année.

Ces maraudes nous ont toutefois permis d'entrer en contact 2800 fois, les personnes ayant été bien entendu vues plusieurs fois durant l'année 2019.

❖ Outreach sur internet

Nous contactons les TDS du Net avec une technique qui s'inspire de la méthodologie d'outreach mise en œuvre dans la rue : nous allons à la rencontre des personnes en utilisant leurs propres outils et leurs propres codes de communication. Nous les contactons ainsi par mail, téléphone, SMS et message privé sur les espaces virtuels utilisés par les personnes qui proposent des services sexuels tarifés : annuaires d'escorts, sites de petites annonces, blogs et sites personnels, réseaux sociaux, chats, forums.

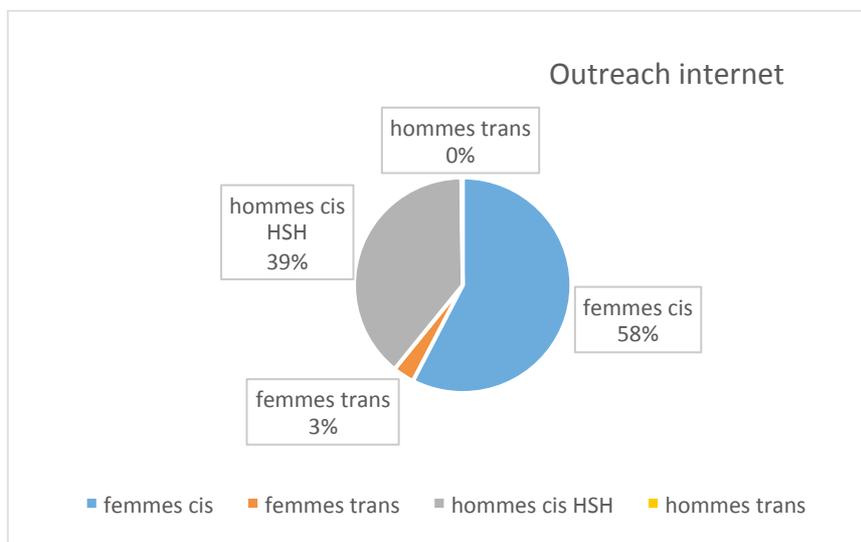
Ces tournées permettent de faire de l'information sur le matériel de réductions des risques (RDR), d'envoyer du matériel de RDR à domicile, de faire de l'information en matière de prévention, de santé sexuelle, d'accès aux droits, et de lutte contre les violences et de réaliser des entretiens.

En 2019, nous avons mené à bien notre mission de lutte contre l'isolement des personnes proposant des services sexuels tarifés via Internet en contactant **1556 travailleur.sex** sur

l'ensemble du territoire. Suite à cette prise de contact nous avons réalisé **72 entretiens avec des TDS du net**.

Les discussions avec les TDS du Net nous ont permis d'aborder différentes thématiques (prévention combinée, IVG, accès aux droits notamment à la couverture maladie, homophobie/transphobie, violences subies, hébergement) et d'orienter les TDS vers les CeGIDD, les PASS, les associations LGBT et les associations de travailleur-se-s du sexe.

	Contacts	Entretiens	Kits envoyés
Femmes cis	896	30	22
Femmes trans	50	5	-
Hommes cis HSH	607	35	31
Hommes trans	3	2	-
Total	1556	72	53

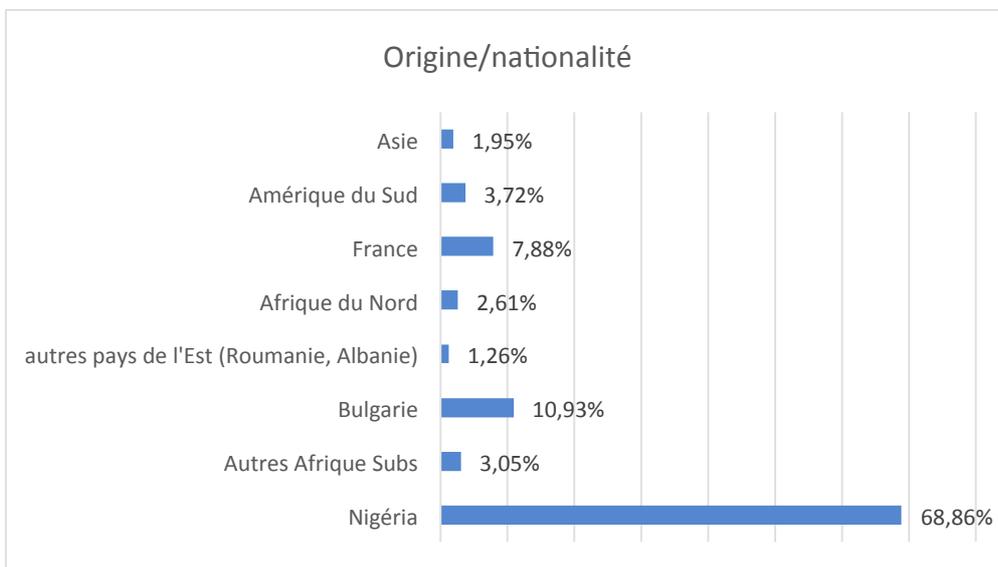
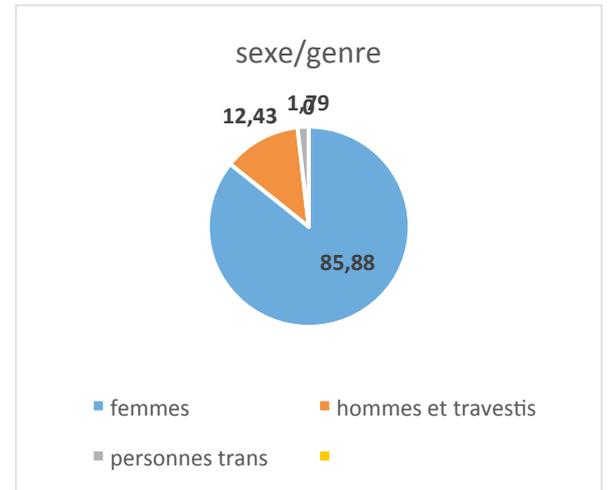
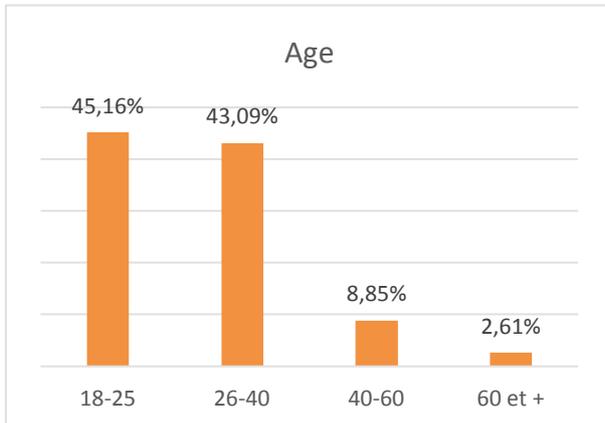


❖ L'accueil au local

Notre local est ouvert sans RDV, deux après-midi par semaine, et avec RDV les autres jours. Cela représente **2070 passages** de personnes qui sont venus nous rencontrer durant l'année 2019. Leur profil varie peu depuis quelques années : majoritairement des femmes, jeunes, de nationalité nigériane, et bulgare. Nous constatons toujours une forte affluence sur les **temps d'accueil sans rendez-vous**. Le nombre de personnes rencontrées varie entre **25 et 40** dans

l'après-midi.

Nous avons aussi accueilli **65 enfants en bas âge** cette année, ce chiffre est en augmentation, plusieurs femmes que nous accompagnons sont devenues mères. Nous avons aménagé un petit espace enfants, avec tapis, jeux à cet effet, et une barrière sécurisée pour accéder à l'étage.

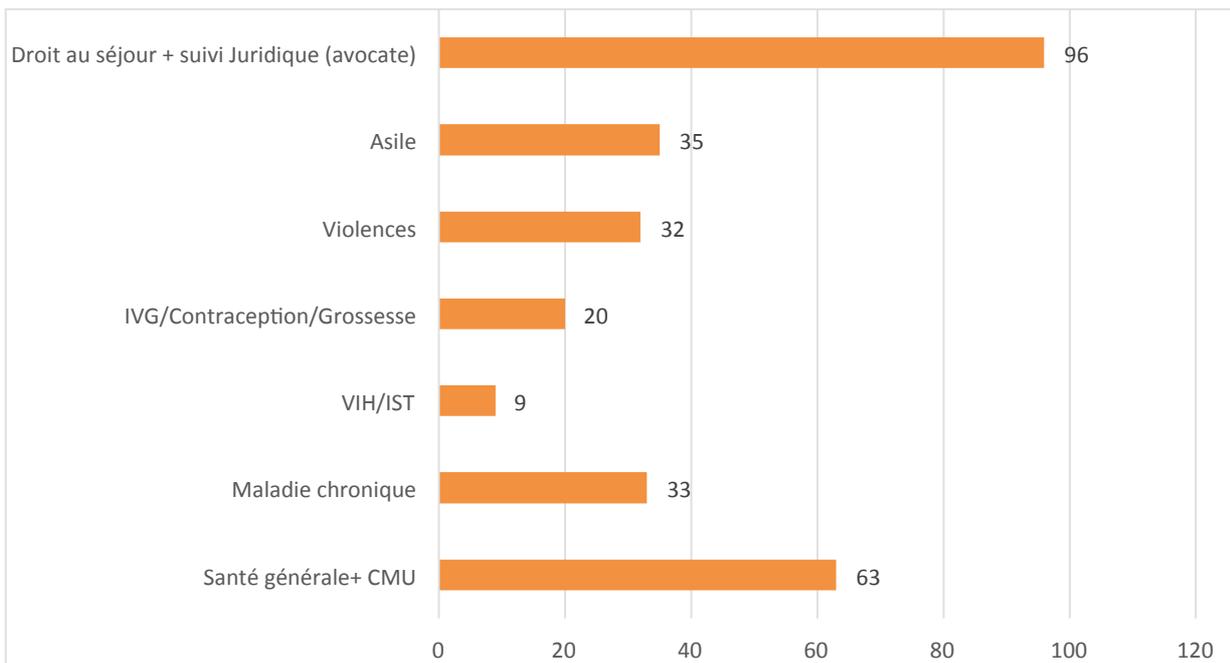


❖ Le suivi et l'accompagnement individualisé des personnes au local

Dans le cadre de nos actions, nous accompagnons les personnes pour un suivi personnalisé en fonction des difficultés rencontrées et des besoins repérés. Ces suivis sont pris en charge par l'éducatrice spécialisée, les deux infirmières de l'équipe, en lien avec les médiatrices culturelles.

Au total, **127 personnes** ont bénéficié d'un suivi individualisé. Cela représente **plusieurs RDV dans l'année pour chaque personne suivie** (notre accompagnement est global, une personne peut donc être accompagnée sur plusieurs thèmes à la fois (santé et logement par exemple, ou violences et droit au séjour, etc...), et ce, sur plusieurs mois, et souvent plusieurs années.

Tableau suivis 2019



Lutte contre le VIH / les IST

Accès à la prévention combinée, aux soins et à la santé globale



Action de santé communautaire avec les travailleur.ses du sexe dans la rue à Toulouse

- « Outreach » - Aller vers :

En 2019, l'association a assuré une présence quotidienne sur le terrain afin d'aller à la rencontre des personnes qui se prostituent dans l'agglomération toulousaine. Les **102 tournées de nuit et de jour réalisées durant l'année** nous ont permis de créer et de maintenir un lien de confiance avec le public. Ces tournées nous permettent de distribuer du matériel de prévention, d'informer les personnes sur la santé et les droits sociaux, et de lutter contre l'exclusion et les violences faites aux TDS.

En 2019, nous avons distribué **60 000 préservatifs externes (XL et standards) et internes, 1000 tubes de gel lubrifiant, des digues dentaires, des roule ta paille, des kits à crack, kits d'injection, des éponges menstruelles, des tests de grossesse.**

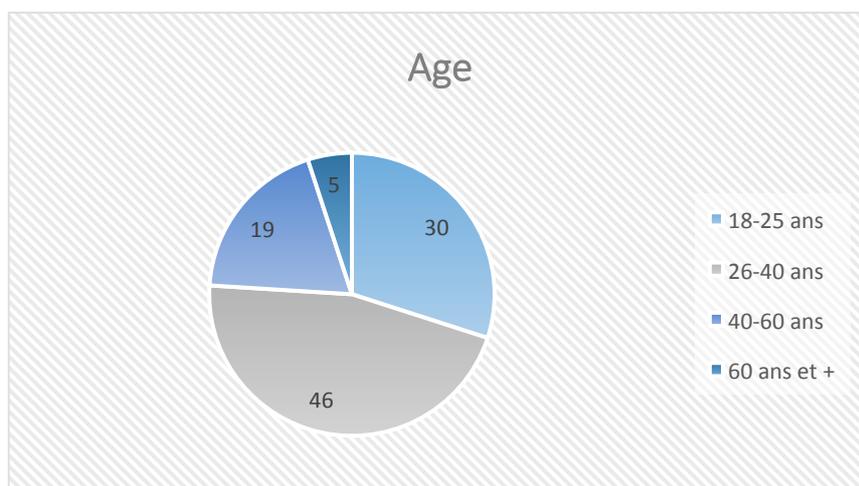
Outreach :	
Tournées de nuit	59
Tournées de jour et permanences hors les murs	43
Total sorties jour et nuit	102
Total Personnes rencontrées	250 à 450
➤ dont nouvelles personnes	65
Total Contacts	2758

Nous avons réalisé **59 tournées de nuit** en bus en 2019 (jeudi 21h-2h, vendredi 21h-5h), au cours desquelles nous sommes allées à la rencontre des travailleur.ses du sexe.

Il s'agit en majorité de **femmes (à 89 %)** et de personnes migrantes.

Nous avons réalisé **une tournée exploratoire** afin d'aller à la rencontre des HSH sur l'île du Ramier.

Les personnes rencontrées lors des maraudes de rue sont jeunes (76 % ont moins de 40 ans), mais 5 % d'entre elles ont 60 ans et plus. Cette proportion de personnes âgées ne faiblit pas.



Nous avons réalisé **43 actions hors les murs en journées** : Lors de ces actions de jour, nous rencontrons : **90 % de femmes, 4 % d'hommes et 6 % de personnes trans.**

- **Des Tournées de jour** à pied : tournées de trois heures environ, réalisées le mercredi et le jeudi à des heures variables afin de pouvoir entrer en contact avec l'ensemble des personnes qui se prostituent sur le territoire.
- **Des Permanences fixes Place Belfort** – il s'agit du quartier traditionnel de la prostitution, en stationnant le bus de prévention un mercredi après-midi par mois. Nous rencontrons entre 10 et 20 personnes par permanence, notamment des personnes qui ne se déplacent pas au local et/ou qui se prostituent occasionnellement. Elles nous ont également permis de faire du lien avec les commerçants et avec la police municipale. Nous avons réalisé **une permanence avec l'association partenaire parisienne le Lotus Bus** qui travaillent également de manière communautaire avec les travailleuses du sexe chinoise. Cela nous a permis de rencontrer et créer du lien avec les quelques femmes chinoises travaillant dans le quartier.
- **Connaissances en matière de prévention et de santé sexuelle :**

En matière de **prévention**, une grande partie de notre public est bien informée. Nous constatons ainsi un bon niveau de connaissance du fonctionnement à la fois du gel et des préservatifs

externes ; l'usage du préservatif interne, dit « féminin », se démocratise : même si son utilisation reste faible, nous constatons que de plus en plus de femmes en font spontanément la demande.

Nous assurons aussi une distribution importante de matériel de réduction des risques liés à l'usage de produit psychoactifs lors de la permanence Belfort, car les personnes prostituées qui consomment des drogues fréquentent le quartier.

Nous remarquons également toujours **la récurrence de pratiques à risques qui fragilisent les muqueuses et augmentent les risques de transmission VIH/IST** : d'une part, les « douches vaginales » (ces pratiques sont considérées comme indispensables par les femmes originaires d'Afrique Subsaharienne ; elles peuvent aussi constituer une demande de la part d'un conjoint ou partenaire) ; d'autre part, l'usage de protections non adaptées, comme des lingettes, par certaines femmes en périodes de règles. Nous présentons les **éponges menstruelles**, mais n'avons malheureusement pas les moyens nécessaires pour les distribuer gratuitement.

Nous avons **informé notre public sur la PrEP (Prophylaxie Pré-Exposition)** notamment au cours de tournées à thème sur ce sujet : si nous constatons qu'en milieu HSH son usage est très répandu, les femmes qui se prostituent dans la rue considèrent quant à elles qu'il s'agit d'un outil assez inadapté : elles souhaitent continuer à utiliser le préservatif et font remarquer que ce sont les clients qui refusent d'en faire usage ; dans ce contexte, la PrEP constitue donc un outil qui renforce le rapport de pouvoir en faveur des clients. Nous souhaitons pouvoir mieux informer les personnes trans à ce propos en 2020, car son usage est plus répandu dans ces communautés.

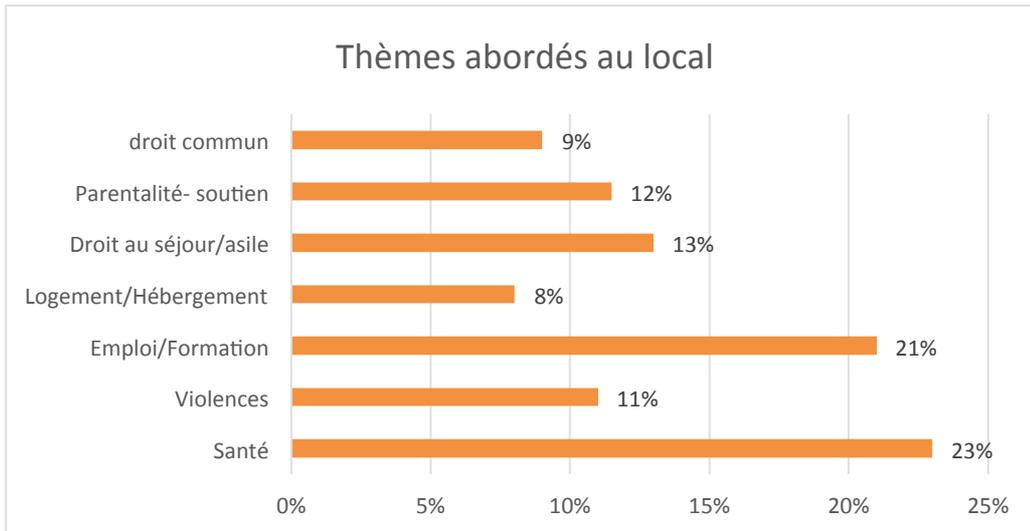
En 2019, nous avons commencé la présentation et la distribution des **autotests VIH** auprès des usager.es de l'association. Nous en avons distribué principalement auprès des escort.es sur internet.

Afin de développer les connaissances et l'autonomie de notre public, les **tournées à thèmes** ont été maintenues cette année, permettant de favoriser les discussions et focus group.

Nous avons notamment réalisé des maraudes avec des **associations partenaires de notre réseau de santé communautaire : le Lotus Bus (Paris) et Paloma (Nantes)**, l'objectif étant d'échanger sur nos pratiques de terrain, concernant notre travail de prévention, de RDR, et de lutte contre les violences faites aux TDS de rue. **Nous avons également réalisé une tournée de nuit avec une médecin du CeGIDD de Toulouse** afin de favoriser la confiance et le repérage de ce service.

- **Suivis individualisés vers l'accès aux soins, à la santé globale et au droit commun :**

Lors de nos 144 permanences, nous avons comptabilisé **2070 passages au local, avec ou sans RDV**. Lors des entretiens menés (avec ou sans rdv), les thématiques abordées ont été les suivantes :

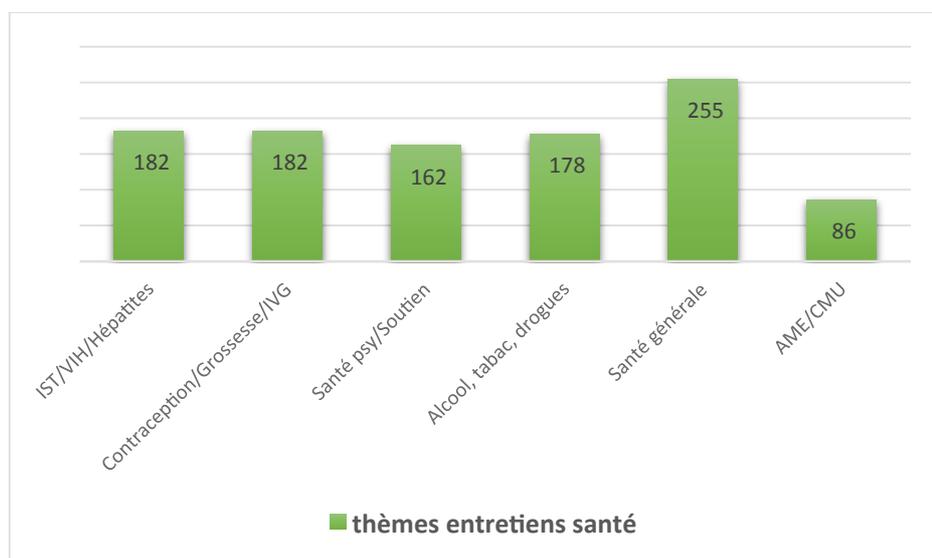


Notre travail **de médiation sociale, souvent invisible**, représente une part importante des premières demandes : liens avec les partenaires afin de pouvoir accompagner les personnes vers le droit commun, résolution des problèmes rencontrés dans la vie quotidienne (prise de RDV médicaux, règlements factures, etc...). Ce qu'aucune autre structure ne prend en charge.

Il est important de noter une évolution de la demande exprimée. Si **les questions de santé restent au cœur de notre mission (près d'un quart)**, les besoins d'accompagnement en termes d'insertion sociale et professionnelle via le travail formel, le logement, et l'accès aux droits connaissent une nette augmentation.

Cette charge de travail pèse lourdement sur l'équipe, qui ne comprend qu'une seule travailleuse sociale. Nous espérons pourvoir recruter une 2^e travailleuse sociale pour 2020.

Ce sont donc plus de **1000 entretiens effectués sur des questions de santé** durant l'année avec les personnes accueillies au local, et **88 accompagnements physiques** (Ceggid, urgences, TPE, médecins de ville...).



Par ailleurs, les personnes peuvent obtenir un **entretien individuel** avec une ou des professionnelles de l'équipe de terrain : les infirmières, les médiatrices culturelles, le médiateur en santé ou l'éducatrice spécialisée. Les personnes sont reçues sans rendez-vous le mardi de 14h à 18h ou sur rendez-vous du mercredi au vendredi de 10h à 18h.

En 2019, les suivis en santé représentent :

<i>Accès aux droits :</i>	
AME- CMU	63
<i>Accompagnements :</i>	
Lieux de soins	88
<i>Suivis réguliers :</i>	
Santé générale	59
IVG + fausses couches	8
Grossesse	12
Maladies Chroniques	42

L'accompagnement social individualisé en santé

C'est souvent à l'occasion d'un problème de santé ponctuel que les suivis individuels débutent. L'infirmière établit en premier lieu un diagnostic à partir duquel elle propose des orientations. Pour l'accès aux soins, nous veillons aussi à l'ouverture des droits en santé et incitons les personnes à maintenir leurs droits ouverts pour pallier à une gestion des accidents de santé dans l'urgence.

En 2019, **nous avons accompagné 63 personnes dans leurs accès à la CMU et à l'AME.**

Au-delà de l'accès à la couverture maladie, nous coordonnons le parcours de soins des personnes, expliquons les diagnostics, aidons à l'observance du traitement, et apportons un soutien psychologique.

En 2019, nous avons accompagné **6 femmes vers l'IVG**. Ces femmes en demande d'IVG sollicitent souvent une médiation et un accompagnement. Nous avons **constaté des difficultés dans l'accès à l'IVG** : la barrière de la langue constitue toujours un frein. Notre mission est alors d'expliquer, d'assurer les RDV, de revoir les femmes pour s'assurer des consignes post-IVG, etc...

Nous avons également noté le manque de choix pour les femmes TDS, l'IVG médicamenteuse n'est quasiment jamais proposé.

Les modes de contraception, en-dehors du préservatif, restent quant à eux plutôt méconnus et font encore l'objet d'idées reçues négatives, liées aux effets secondaires supposés (prise de poids par exemple) ou réels (nous avons notamment reçu plusieurs femmes ayant expérimenté des saignements importants suite à la pause d'un implant) qu'ils occasionnent. Nous constatons que les médecins généralistes prennent rarement le temps de présenter la diversité des outils existants ; tandis que le manque d'argent continue à constituer un frein important, puisque ces derniers sont aujourd'hui encore mal remboursés. Nous avons donc accompagné les femmes en les informant sur les différentes méthodes, leurs avantages et leurs inconvénients ; et en leur permettant de changer de contraceptif le cas échéant.

Cette année encore, **nous avons également accompagné 12 femmes pendant leur grossesse**, en lien avec J. Ducuing ou P. de Viguiier notamment. Nous supervisons leur suivi médical, nous nous assurons de leur présence aux rendez-vous de contrôle, leur expliquons le rôle et l'importance des différents examens, et revenons avec elles en détail sur leurs entretiens avec les professionnels de santé, les résultats, afin de nous assurer de leur compréhension et du respect de leurs droits.

Nous avons par exemple accompagné une jeune femme enceinte de 5 mois qui n'avait pas encore vu de médecin.

Nous avons également accompagné :

- des **personnes usager.es de drogues** en situation d'addiction et de très grande précarité, souvent sans domicile, en lien avec l'association Arpade ;
- des **suivis IST** (Syphilis, Chlamydia) en lien avec le CeGIDD ou la PASS ;
- des **suivis TPE**, pour s'assurer de la bonne observance et la compréhension des consignes ;
- plusieurs **personnes transgenres** dans leur parcours de transition, à la fois sur le plan médical et juridique. Dans ce cadre, nous rencontrons toujours des difficultés à trouver des personnels médicaux (médecins et psychiatres) sensibilisés aux questions de transidentité. Cela constitue un frein dans l'accès au suivi médical, au dépistage et au soin, car les personnes trans que nous accompagnons se voient refuser des soins et/ou craignent de se rendre dans un cabinet médical ou à l'hôpital parce qu'elles ont déjà vécu des discriminations dans des situations similaires.
- des **personnes en souffrance psychique** : environ la moitié des personnes reçues souffrent de **troubles du sommeil**, certaines ont recours à l'alcool afin de faire baisser l'anxiété. Une dizaine de personnes sont diagnostiquées comme souffrant de **troubles psychiatriques**, vivant parfois dans une très grande précarité, en squat. Nous constatons toujours des difficultés à orienter les personnes vers des structures, les délais d'attente étant particulièrement longs, aussi bien chez les praticiens libéraux que dans les Centres Médico-Psychologiques. Enfin, nous avons rencontré des difficultés à orienter vers les urgences psychiatriques, en raison là encore de la saturation du dispositif, avec des refus de prise en charge.
- Des **personnes vieillissantes très isolées**, parfois à l'hôpital, pour qui l'association représente le dernier lien.

- **Les focus group : échanges de savoirs et de pratiques sur la prévention et la santé**

Les focus groups sont des moments d'échange sur une thématique, établie au préalable par l'équipe de terrain ou surgie spontanément des échanges entre usager.es et salarié.es. Les salarié.es se saisissent alors du sujet au moyen de techniques d'animation et d'outils (brochures, supports vidéo, matériel de prévention...): ceux-ci servent de support de parole. Les focus groups permettent à chacun.e de partager ses connaissances et ses stratégies, à partir de sa propre expérience : il ne s'agit pas d'une transmission verticale de l'information de la part des animatrices, mais bien d'un échange de savoirs et de savoir-faire entre toutes les personnes présentes. Cette année, nous avons organisé des focus groups autour de la contraception, des menstruations (comme l'an dernier, nous avons fait la promotion des éponges hygiéniques, afin de prévenir l'usage par les femmes de lingettes), mais aussi des IST, du Traitement Post Exposition, de la PREP. Les cas d'IST, mais aussi les demandes d'IVG nous indiquent que le port du préservatif n'est toujours pas la règle, souvent parce que les clients demandent des rapports non-protégés. Notre mission de prévention reste une nécessité. Les tournées réalisées avec des partenaires extérieurs favorisent ces temps d'échange : association Paloma (Nantes), association Lotus Bus (Paris) et CeGIDD de Toulouse.

- **Accompagnement au dépistage du VIH et des IST : permanences TROD et partenariat avec le CeGIDD**

Nous proposons un accompagnement en trois volets, adapté aux besoins de notre public. Il faut noter que **peu de personnes demandent spontanément à accéder au dépistage** : certaines nous sollicitent pour un problème de santé spécifique, ce qui nous permet d'inciter au dépistage ; dans d'autre cas, le dépistage est proposé dans le cadre d'un suivi, en vertu de notre approche en santé globale.

Dépistage :	
Accompagnements physiques au CeGIDD	38
Orientations	35
TROD VIH/VHC	30

- La **permanence bimensuelle au CeGIDD** est proposée une semaine sur deux et assurée avec une médiatrice culturelle : cette année, nous avons accompagné 38 personnes au CeGIDD, pour presque le double de personnes inscrites. C'est le mode d'accompagnement au dépistage que nous favorisons : il nous permet d'une part de développer l'autonomie des usager.es en levant certains freins spécifiques à l'accès au dépistage (méconnaissance des structures et de la cartographie de la ville, barrière de la langue, difficultés à accéder à des services souvent surchargés, etc.) ; d'autre part d'encourager le recours aux services de droit

commun ; et enfin de nous assurer que les personnes bénéficient d'une prise en charge adaptée. Nous constatons donc l'efficacité du partenariat mis en place il y a quelques années avec le CeGIDD, qui garantit un accueil non-discriminant aux personnes prostituées et facilite un suivi mutualisé en cas de résultats positifs.

- **Les TROD au local** sont proposés dans le cadre d'entretiens individuels et peuvent être réalisés à tout moment sur demande, lors des temps d'accueil collectif. Le TROD est un premier pas vers les services de droit commun : au cours de l'entretien préalable, l'intervenant peut déconstruire les représentations négatives liées au dépistage, à la peur du résultat, et informer sur les lieux où se faire dépister. En outre, la peur d'un résultat positif au VIH est un des principaux freins dans l'accès au dépistage : une fois le TROD effectué et le résultat connu, ce frein est levé, et il est donc plus facile pour les personnes de se rendre au CeGIDD pour un dépistage complet.

- En 2019, nous avons poursuivi notre **action de dépistage communautaire dans les lieux de sexualité gays en partenariat avec l'ENIPSE** : chaque première semaine du mois, le médiateur en santé de l'association se rend avec un salarié de l'ENIPSE dans les saunas « Le Colonial » (le mardi de 15h à 18h) et « Le KS » (le mercredi de 16h à 19h) afin de proposer des TROD VIH et VHC et d'informer sur la prévention. Cette action nous a permis de nous visibiliser auprès du public masculin HSH ; mais aussi d'obtenir des informations sur la pratique de la prostitution au sein de cette communauté.

Nous sommes investies au sein du **COREVIH Occitanie**, nous y siégeons en tant qu'association représentant les usager.s du système de santé. Nous avons participé au séminaire en novembre 2019 et avons animé une formation pour les autres membres sur le travail du sexe sur internet.

- **Les accompagnements physiques dans les lieux de soins et la médiation culturelle**

Dans le cadre de notre convention de partenariat. Les médiatrices culturelles ont assuré une permanence mensuelle au **Centre de lutte Anti-Tuberculose**, à l'hôpital J. Ducuing : **16 personnes ont été dépistées et une partie des personnes ont été vaccinées.**

Nous avons accompagné physiquement 88 personnes dans divers lieux de soins. Assurés par une médiatrice culturelle et une infirmière, ces accompagnements permettent de réduire les freins dans l'accès aux droits communs. Ils permettent également des temps de sensibilisation des professionnel.les du secteur sanitaire et social, afin de lutter contre les préjugés et le stigmat, et de garantir l'égalité de traitement des usagères. Nous constatons cette année encore des comportements discriminants de la part du personnel soignant : mépris, propos insultants, refus de soin de la part de plusieurs médecins libéraux envers les personnes bénéficiaires de l'AME, réticences des hôpitaux publics à déclencher des procédures d'ouverture de droits à l'AME en urgence pour des personnes malades etc. *Le turn over* important dans les hôpitaux rend d'ailleurs notre travail de sensibilisation toujours indispensable dans le secteur hospitalier.

Nous rencontrons régulièrement les partenaires du soin pour évaluer et améliorer l'accueil des TDS et leur prise en charge, rencontrer les nouvelles équipes et sensibiliser les nouveaux.iles

professionnel.les aux questions de migration et de travail sexuel. En 2019 nous avons rencontré le CeGIDD, le CLAT, les urgences de l'hôpital Ducuing, Sidony Richard, médecin généraliste.

- **Suivis individuels des personnes atteintes de maladies chroniques, accompagnement et coordination du parcours de soins :**

Nous avons accompagné **33 personnes atteintes de maladies chroniques**. Parmi elles se trouvent des personnes vivant avec le VIH, le VHC, le VHB, un diabète, un cancer, des maladies cardiaques, la tuberculose, etc.

D'un point de vue médical, nous assurons la médiation avec les professionnel.les de santé, assurons si nécessaire un accompagnement physique au rendez-vous, expliquons les entretiens et aidons à l'observance du traitement. Lorsque les personnes sont hospitalisées, nous faisons des visites à l'hôpital et préparons le retour dans le logement. Nous effectuons également des visites à domicile auprès des personnes qui ne peuvent plus se déplacer en raison de leurs problèmes de santé.

Une recherche-action : « **Connaissances et usages des outils de prévention du VIH et des IST des travailleuses du sexe nigérianes - Focus sur les territoires toulousain et nantais** », Juin 2019 (*Eva Clouet, Grisélidis, DGS, 2019*)

Financée par la DGS (Direction Générale de la Santé¹), la finalité de cette recherche est d'améliorer les connaissances sur le public des TDS nigérianes proposant des services sexuels tarifés sur le territoire national, dans le but de développer des stratégies d'accès à la réduction des risques (VIH / Hépatites / IST), au dépistage et aux soins de ce public.

Cette recherche a permis d'apporter un éclairage sur les caractéristiques socio-démographiques des TDS nigérianes ; de repérer et quantifier leurs besoins en termes de lutte contre le VIH et les IST (prévention, accès aux soins) et enfin de proposer des recommandations concernant l'accueil et l'accompagnement des TDS nigérianes à destination des professionnel.les en lien avec ce public (structures associatives, professionnel.les du médico-social) et des pouvoirs publics.

L'infirmière de l'association a continué son investissement au sein du **réseau Rhizome** – afin de maintenir et de développer le lien entre les professionnel.les de santé formés et volontaires pour améliorer le **parcours de santé des personnes trans** à Toulouse.

❖ **Les activités collectives – santé et bien-être**

¹ DGS - Sous-direction "Santé des populations, prévention des maladies chroniques"
Bureau des infections par le VIH, les IST, les hépatites et la tuberculose (SP2)

- **L'accueil collectif et convivial :**

En 2019, nous avons assuré **144 permanences au local** et comptabilisé **2068 visites**.

Activités :	
Permanences	144
Repas solidaires	10
Couverts servis	174
Ateliers collectifs	10 ateliers 85 personnes

Chaque mardi et jeudi après-midi de 14h 18h, le local de l'association, conçu comme un lieu de vie communautaire, est mis à disposition des personnes pour qu'elles se l'approprient. Elles sont accueillies par deux salariées chargées d'animer les discussions, d'évaluer les demandes des personnes sollicitant un entretien individuel, et de veiller au respect des règles collectives, notamment les principes de non-discrimination et de non-jugement.

La cuisine est laissée à disposition des usager.es : elles peuvent se faire à manger en apportant leurs aliments ou en utilisant les produits de première nécessité mis à disposition (riz, pâtes, conserves...) Un ordinateur avec accès internet ainsi qu'une photocopieuse sont également disponibles en libre-service. Ces temps d'accueil ont permis cette année encore aux personnes prostituées de profiter d'un repas chaud, de se reposer dans un espace préservé de la stigmatisation, et d'effectuer leurs démarches en autonomie.

- **Les ateliers collectifs**

- ✓ **Ateliers et sortie Santé**

En 2019, nous avons animé **3 ateliers collectifs sur les TROD et les autotests**. Ces ateliers sont co-animés par un infirmière et un.e collègue communautaire. Il s'agit de présenter ces outils et de réaliser des TROD avec les personnes intéressées.

1 sortie piscine a également été proposée pour favoriser les pratiques sportives et de travailler le rapport au corps.

1 sortie baignade-barbecue à la Ramée a été proposée en juin 2019, cette sortie conviviale a connu beaucoup de succès.

- ✓ **Ateliers droits et solidarité**

3 ateliers sur les droits ont été organisés en 2019 : l'un sur le droit d'asile, un autre sur le cadre légal de la prostitution (les arrêtés anti-prostitution, la pénalisation des clients et la répression du proxénétisme), et le dernier sur le recours à la Cours Européenne des Droits de l'Homme afin de présenter le recours porté par des TDS contre la loi de 2016.

2 ateliers friperie solidaire ont été organisés afin de proposer aux personnes des vêtements d'occasions gratuits pour adulte et enfants.

✓ **Le repas collectif et convivial :**

En 2019, **nous avons réalisé 10 repas, au cours desquels 174 couverts ont été servis**. Le repas communautaire, assuré un jeudi par mois de 12h30 à 15h, au local de l'association, est une réponse à la précarité alimentaire qui s'accroît au sein de notre public. C'est également un moment de convivialité qui permet de valoriser la solidarité et l'échange entre communautés. Le repas est préparé par les salarié.es de l'association, très souvent avec un.e usager.e. Cet espace permet aux personnes de se retrouver, de discuter notamment de l'actualité politique et culturelle, et d'échanger autour de la culture culinaire de différents pays. En plus de proposer un repas chaud et équilibré à un public en grande précarité, cet espace est propice à l'*empowerment* et à la solidarité. Il permet également aux salariées chargées de l'animation du repas d'informer sur la nutrition et de valoriser les bonnes pratiques alimentaires. Cette action a connu une légère baisse en termes de fréquentation cette année.

✓ **Séances individuelles de massages :**

5 séances ont été proposées en 2019. Elles ont constitué un complément au suivi sanitaire et social que nous proposons : l'ensemble des usager.es peuvent en bénéficier, mais nous les recommandons en particulier aux personnes en état de stress et/ou qui sont victimes de douleurs physiques. Les massages, assurés par une association partenaire « La Bulle Ambulante » ont constitué un moment privilégié pour un public qui n'a que peu l'occasion de prendre soin de soi.

Partenaires mobilisés :

Prévention VIH-IST, sexualités et usages de drogues : Planning Familial, ENIPSE, Intermède Clémence Isaure, Arpade, Arc-en-ciel, Jecko, Clar-t

Accès aux soins et au dépistage : CeGIDD, CLAT, PASS, ENIPSE, Case de Santé, CDPEF, SMIT, CHU, Hôpital Paule de Viguière, Hôpital Joseph Ducuing, praticiens de ville, sage-femme libérale

Réseaux locaux : Plateforme Santé Précarité, COREVIH, AJMS, CPAM, CTDSE

Orientations des TDS du Net/Occitanie : Arap Rubis, Maison de vie du Roussillon, Planning Familial de l'Aude, Médecins du Monde Montpellier.

Action sur Internet

- ❖ **Aller vers les personnes qui proposent des services sexuels tarifés via Internet, en appliquant et expérimentant des techniques d'outreach innovantes.**

Notre objectif est de **lutter contre les IST, dont le VIH, avec les travailleur.ses du sexe du net** – femmes cis et trans, hommes ayant une sexualité avec des hommes (HSH), hommes trans– en France métropolitaine.

Les personnes qui proposent des services sexuels tarifés sur Internet recherchent l'anonymat et la discrétion, mais l'usage de cet outil crée aussi de l'isolement et entrave les échanges de connaissances et de stratégies entre pairs – contrairement à la prostitution de rue. Cette partie de l'action consiste à aller au-devant d'un public stigmatisé, assez méfiant vis-à-vis de toute structure de soutien et d'entraide, et de créer une relation de confiance afin de faire passer des messages de prévention adaptés. **Nous adaptons nos méthodes d'intervention très régulièrement en fonction de l'évolution du public, des pratiques et des applications utilisées.**

Nous avons réalisé **4 tournées en ligne (outreach) par mois.**

- **Tournées sur les sites internet via courriel et messagerie privée**

- Pour aller à la rencontre des **HSH et des hommes trans**, nos tournées se concentrent sur le site Hunkz, et parfois sur Grinder et Snapchat. Nous cherchons prioritairement à toucher les nouveaux inscrits, plus susceptibles de méconnaître la prévention et leurs droits. Nous assurons ce travail en partenariat avec l'association Cabiria, qui intervient également auprès des TDS du net.

- Pour aller vers les **femmes cis et les femmes trans** nous allons sur divers sites : sites personnels d'escortes, annuaires d'escortes, sites généralistes d'annonce. Les sites annuaires sont régulièrement fermés du fait des lois sur le proxénétisme ce qui nous contraint à prospecter en permanence pour retrouver les annonces des femmes. Nous intervenons principalement sur Sexmodel, mais également sur 6annonces, Ladyxena, Wannonces, et Coccochat.

Afin de toucher **les personnes migrantes** nous envoyons des **mails et des messages privés** en français, en anglais, en espagnol et depuis 2020 en portugais. Ces messages contiennent une présentation générale de l'association communautaire, l'adresse de notre site internet, notre numéro de téléphone, et une description de nos services à distance, notamment l'envoi de matériel de prévention, et la possibilité de s'entretenir avec nous par téléphone. En 2020, nous avons effectué des tournées spécifiques sur le Covid 19 pendant la crise sanitaire.

- **Tournées sur les réseaux sociaux via les messageries privées, les publications et les story**

Depuis quelques années nous avons remarqué que beaucoup de TDS étaient présents sur les réseaux sociaux en particulier les personnes jeunes et peu informées sur la prévention. Nous sommes donc présents sur **Facebook, Twitter, Instagram et Snapchat**.

Nous publions des informations variées sur la prévention, les droits, l'actualité du travail du sexe et le plaidoyer sur **Facebook, Twitter, Instagram**. Nous relayons les publications et story de notre réseau d'association et de TDS relais.

En 2019 nous **avons créé et diffusé 3 story de prévention** sur Facebook, Instagram et Snapchat : sur les thématiques suivantes :

- Fellations sans préservatif,
- Craquage de préservatif,
- RDR et conservation du matériel de prévention pendant les vacances d'été.

En 2020, nous allons réaliser plus de stories santé notamment autour de la prévention du Covid 19.

Sur Instagram, **nous faisons également des story quotidiennes sur les conditions de travail des TDS, l'actualité, le plaidoyer** ; cela nous permet de favoriser le lien, la confiance et rencontrer de plus en plus de TDS.

Nous travaillons en lien avec des **personnes relais** de confiance, investies au sein des communautés de TDS pour les droits et la santé, ces personnes jouent le rôle de relais communautaire car ils relaient nos informations, ce qui est primordiale afin d'être reconnu par les communauté de TDS comme association de prévention de confiance. Elles sont suivies par des centaines de TDS, ils s'agit principalement de Tapotepute (18000 abonnés), ViemaviedeTDS, TDSvsgrinder, Paretpour.

En mai 2020, **notre page Facebook comptabilise 4147 « J'aime » et 4285 abonnés, dont 57% de femmes et 36% d'hommes, principalement des personnes résidant à Paris et à Toulouse. Sur Twitter nous avons 1662 abonnés et sur Instagram 1210 abonnés.**

Depuis 2018/2019, nous intervenons quotidiennement sur **Snapchat** ce qui nous permet d'être en contact avec un très grand nombre d'escortes dans toute le France en particulier à Paris, Marseille et Toulouse (pas de statistiques possible sur Snapchat).

En effet nous avons constaté qu'un très grand nombre de jeunes femmes (16 à 22 ans) y pratiquaient le travail du sexe, et que ce public était très éloigné de la prévention au point de ne pas savoir que des associations de prévention peuvent exister. Il apparaît que les clients sont majoritairement de jeunes hommes peu informés.

Il nous a fallu plusieurs mois pour acquérir la confiance de jeunes escortes qui ont ensuite pu attester auprès des autres escortes que nous étions bien une association de prévention sans but lucratif et que nous n'étions pas un recruteur ou une recruteuse d'escortes.

Les pratiques sont différentes de celles des escortes plus professionnelles et les tarifs pratiqués sont assez bas. Les TDS proposent notamment des « nudes » (photos et story privées de nues) et des rencontres en réel, à l'heure ou à la nuit.

- **Tournées SMS**

Certaines **femmes migrantes, cis et trans** maîtrisent mieux l'usage du téléphone portable que celui des ordinateurs et nous demandent régulièrement de leur envoyer des informations par SMS. Fortes de ce constat, nous avons mis en place des **tournées par SMS**. Le SMS permet à l'équipe d'envoyer des informations dans un format mieux adapté aux personnes qui maîtrisent mal l'écrit (phrases courtes et précises, échanges rapides qui peuvent avoir lieu en différé), et aux TDS d'avoir toujours ces informations à portée de main. C'est aussi un outil discret. Les SMS sont rédigés en français, anglais, en espagnol et en portugais et contiennent là aussi les informations essentielles : présentation générale de l'association communautaire, adresse de notre site internet, numéro de téléphone, description de nos services à distance, notamment l'envoi de matériel de prévention, et la possibilité de s'entretenir avec nous par téléphone.

- **Favoriser l'accès des TDS à l'information autour du VIH/Sida et des IST, au matériel de RDR, et à la prévention combinée**
- **Envoi de kits de prévention (approche individuelle)**

En 2019, nous avons envoyé **53 kits : 31 à des HSH et 22 à des femmes cis et trans**

Nous envoyons par la poste sur demande un Kit de prévention *escort* qui contient :

- les brochures d'informations et de prévention variées, généralistes et spécifiques au travail du sexe en différentes langues. Le contenu est en outre adapté aux besoins de chaque TDS, en fonction des sujets qu'il-elle a abordés avec l'animatrice de prévention et de sa situation.
- les outils de prévention suivants : préservatifs externes, préservatifs internes (accompagnés du mode d'emploi), digues dentaires, gel (à base d'eau), des « Roule ta paille », kit base ou kit+.
- des autotest VIH, les hommes sont particulièrement intéressés.

- **Entretiens à distance**

Nous sommes connecté 3 journées par semaines sur les réseaux sociaux et par mail. Cette présence permet aux personnes qui le souhaitent de s'entretenir avec nous sur des questions de santé, de prévention, de violences, d'accès aux droits... Le médiateur, l'infirmière (hispanophone), l'éducatrice spécialisée et/ou l'avocate de l'association assurent ces entretiens, avec les médiatrices culturelles si nécessaire. Il s'agit d'écouter la personne, de la conseiller et éventuellement d'effectuer une **orientation** vers les structures associatives, de dépistage et de santé adaptées et les plus proches de chez elles. En fonction de la situation géographique des TDS rencontré-e-s, nous les orientons en priorité vers les associations membres du réseau national, qui leur garantissent un accueil non discriminant. De plus, nous travaillons toujours de manière concertée avec Cabiria, notre partenaire de longue date, grâce auquel nous orientons mutuellement les TDS des régions Occitanie et Rhône-Alpes vers nos structures respectives. Nous orientons également les TDS en urgence vers le TPE et/ou les services de police ; et plus largement vers les associations de santé, de travailleur-se-s du sexe et/ou LGBT les plus proches, ainsi que vers les structures sanitaires et sociales (CeGIDD, CPAM, etc.). Nous assurons une

médiation notamment culturelle si cela est nécessaire afin de permettre un accès effectif, opérationnel et non discriminant dans ces services.

En 2019, notre médiateur santé et l'équipe de l'association ont mené au **total 72 entretiens** :
35 entretiens avec des HSH, 30 avec des femmes cisgenre,
5 avec des femmes trans, 2 avec des hommes trans.

Il s'agit principalement de personnes françaises et 7 personnes migrantes. Voici les thématiques abordées par ordre de récurrence : VIH/IST, santé générale, harcèlement, droits sociaux, santé psychique, alcool/drogue/tabac, discrimination, viols, agressions physiques, emploi/formations.

Nous avons orienté 8 personnes vers le Cegidd de leur région et 11 personnes vers une association communautaire proche de chez elles.

- **Mise à jour et développement du site Internet : informations à destination des TDS**

Le site Internet aborde les questions de prévention, de santé globale et de sécurité du point de vue bien spécifique des TDS. Il est destiné aux TDS mais également aux professionnel-le-s susceptibles de les rencontrer. Imaginé de manière communautaire, il est adapté en version allégée pour être consultable depuis les smartphones. Il se compose de 5 rubriques : « Association », qui présente la structure, son éthique, les services qu'elle propose, et répond aux questions que l'on nous pose les plus fréquemment ; « Santé », qui regroupe des conseils et des stratégies de prévention concernant la santé sexuelle bien sûr, la prévention combinée, mais également l'usage de drogues, la nutrition, les violences, le parcours de transition et plus généralement le bien-être ; « Législation et droits sociaux », qui explique le cadre légal et les démarches à effectuer pour faire respecter ses droits ; « Formation », qui présente nos modules de formation et permet une inscription en ligne aux sessions ; « Ressources », qui regroupe des travaux consacrés au travail du sexe (rapports consultables en ligne, bibliographie, etc.) et les formulaires à remplir dans le cadre de démarches d'accès aux droits (RSA, AME, etc).

En 2019, il y a eu **103 379 visites** sur le site, soit **1990 visites en moyenne par semaine.**

Voici les données géographiques concernant la consultation du site : 30% des visiteur.ses viennent de France, 10% de Paris, 40% des visiteur.ses **résident en Afrique subsaharienne** (Cameroun, Sénégal, Cote d'Ivoire principalement). Ce qui nous renseigne sur les besoins d'information en matière de santé sexuelle, d'IVG et de prévention des IST/VIH pour les personnes résidant dans cette zone géographique.

- **Développer le réseau national et régional d'associations et de personnes relais en France métropolitaine**

Nous avons poursuivi l'animation et l'élargissement du réseau national d'associations qui accueillent les TDS du net. Il s'agit de coordonner nos actions et de partager nos connaissances sur l'évolution des pratiques et des publics. En 2019 nous avons préparé une rencontre avec l'équipe de Cabiria qui s'est déroulée début 2020 afin de renforcer nos liens, mieux coordonner nos actions notamment via internet et développer des stratégies communautaires communes sur la prévention, les droits et le plaidoyer.

Nous avons maintenu des liens étroits avec les **associations Acceptess T, Jasmine, Paloma, Autres Regards, Arap-Rubis, Entractes ainsi qu'avec les fédérations de Aides, Médecins du Monde et le Planning Familial.**

Nous pouvons ainsi orienter les TDS contacté vers structures proches de chez eux/elles sur une grande partie du territoire. Et favoriser un accueil sans jugement ni discrimination dans l'ensemble de ces structures.

Nous nous sommes également entretenues avec l'association **ARPS à la Réunion et l'association Nariké M'Sada à Mayotte**, afin de discuter de la prostitution via internet d'évoquer une formation de leurs équipes.

Concernant les personnes relais, comme développé précédemment nous avons renforcé nos liens avec des escortes qui ont relayé nos publications et nos stories sur les réseaux sociaux, nous permettant ainsi de gagner la confiance d'autres escortes et de mieux faire passer nos messages de préventions.

En 2019, nous avons contacté près de **1556 personnes** dans toute la France métropolitaine dans le cadre de cette action. Ce sont des jeunes puisque 72% ont de moins de 30 ans.

Concernant la prévention des IST, seulement 18% des hommes et des femmes disent avoir des pratiques safe, c'est à dire protégées. 5% disent pratiquer la fellation sans préservatif. 5% des HSH disent être sous Prep ce qui laisse sous-entendre qu'ils proposent des rapports non protégés.

Modes de contact	Mail	Téléphone/SMS	Forum	Réseaux sociaux
Femmes cis et trans	26	562	6	352
Hommes cis et trans	431	149	29	1
	29%	46%	2%	23%

Lutte contre l'exclusion des personnes par l'accès au logement, à l'insertion sociale et professionnelle



L'aide à la vie quotidienne des personnes très vulnérables

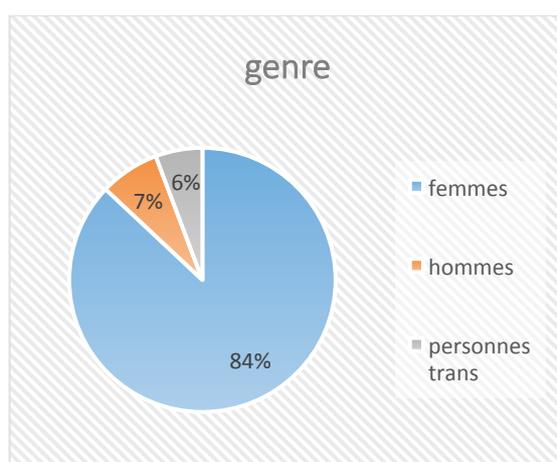
Les aides financières à la vie quotidienne ont pour objectif, d'une part, d'améliorer la qualité de vie des TDS vivant avec une maladie chronique, notamment le VIH et/ou les hépatites ; d'autre part, de réduire les risques de contamination au VIH chez des TDS confronté-es à une situation d'urgence sanitaire (convalescence suite à une opération ou un IVG, grossesse) et/ou sociale (agression, proxénétisme, expulsion du domicile, sortie de prison) qui les rend particulièrement vulnérables au VIH. En 2019 nous avons distribué 9768 euros sous la forme de Tickets services et d'aides financières.

Total Aides à la vie quotidienne : 102	
Aides directes ponctuelles	88
Aides globales	14

Les personnes qui bénéficient de ces aides sont **majoritairement des femmes à 84 %**, comme l'est notre public. Nous comptons également près de 6 % de personnes trans.

Les **aides directes** désignent un soutien financier, accordé de manière ponctuelle, qui permet aux personnes de subvenir à leurs besoins, par exemple en achetant de la nourriture et des produits d'hygiène grâce aux tickets service ; de couvrir les frais de santé non pris en charge ; de rembourser leurs dettes de logement ; ou encore d'effectuer certaines démarches administratives. Cette année, **88 personnes** en ont bénéficié. Il s'agit de personnes **en situation de très grande précarité**.

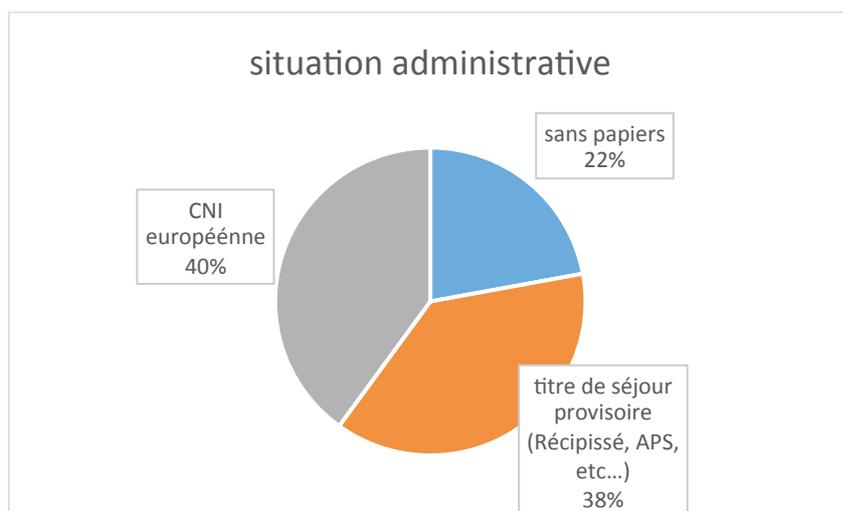
Les **aides globales** correspondent à un soutien financier qui peut s'étendre sur une période plus ou moins longue, avec des aides répétées, et souvent de l'hébergement d'urgence : **14 personnes** ont pu être soutenues cette année.



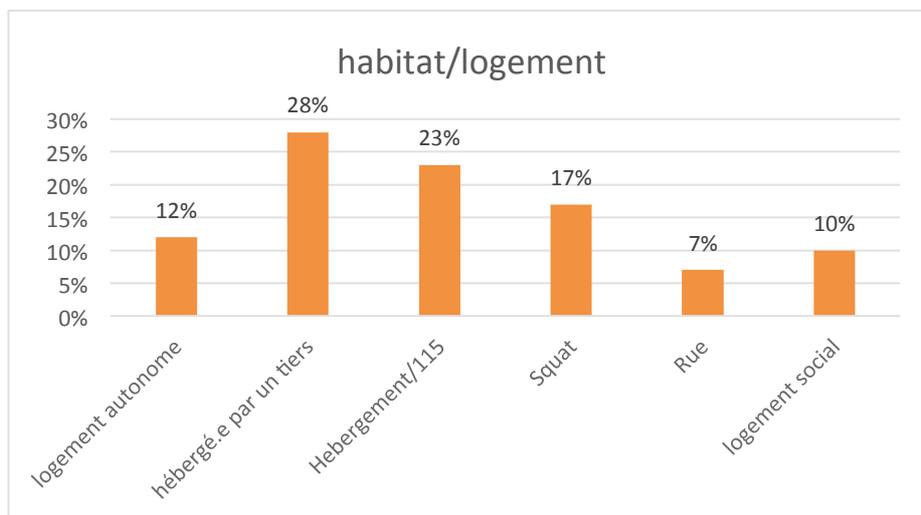
La plupart sont des **personnes seules (à 82 %)**, environ 17 % ont des enfants dont elles ont la charge et vivant avec elles.

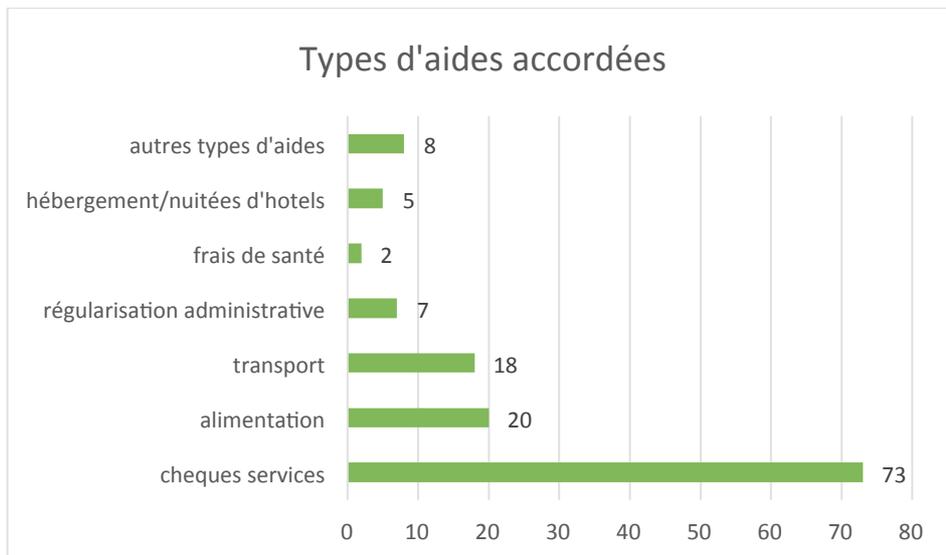
La pauvreté et des conditions d'existence très précaires caractérisent les personnes qui bénéficient des aides à la vie quotidienne. **Près de 75 % vivent avec des revenus en dessous du seuil de pauvreté**, et ne bénéficient d'aucune aide du droit commun et **17 % sont sans ressources**. Un peu moins de 10 % vivent avec des minimas sociaux (AAH, RSA).

Plus du tiers (38%) sont dans une situation administrative précaire (APS, récépissé, etc...), et près de 22 % sans papiers ; un autre tiers (près de 40 %) est d'origine européenne (bulgare, roumaine).



Les conditions de logement et d'habitat sont également très précaires.





Exemples de situations :

E a été aidé plusieurs fois cette année, elle vit avec une maladie infectieuse, elle a dû être hospitalisée une semaine en 2019, nous l'avons aidé suite à cette hospitalisation et en vue d'obtenir un titre de séjour pour soin nous l'avons aidé pour qu'elle obtienne des certificats administratifs demandés. Ce suivi est toujours en cours mais nos aides devraient permettre sa régularisation et une meilleure prise en charge de sa maladie.

Y vit avec le VIH, et il est en grande souffrance psychologique depuis son agression, il vit en squat et a beaucoup de difficultés à prendre son traitement, nous l'avons accompagné en urgence à l'hôpital lors d'une maraude de nuit car sa vie était en danger, nous avons financé ses besoins pendant la durée de son hospitalisation pour qu'il termine son séjour et nous lui avons donné des tickets services lors de sa sortie. Nous sommes la seule structure où il accepte de venir et l'infirmière et la médiatrice culturelle l'accompagnent au quotidien de manière globale en lien avec les infectiologues.

Cours de Français Langue Etrangère

Nous avons recruté une professeure diplômée qui a assuré deux cours de 1h30 par semaine à l'association, durant 1 an (juin 2018 à juin 2019).

30 femmes et un homme, ont pu bénéficier de ces cours : essentiellement des jeunes femmes nigérianes âgées de 22 à 30 ans, et deux femmes originaires d'Amérique du Sud, ainsi qu'un homme gay originaire du Ghana, que nous avons accompagné dans sa demande d'asile.

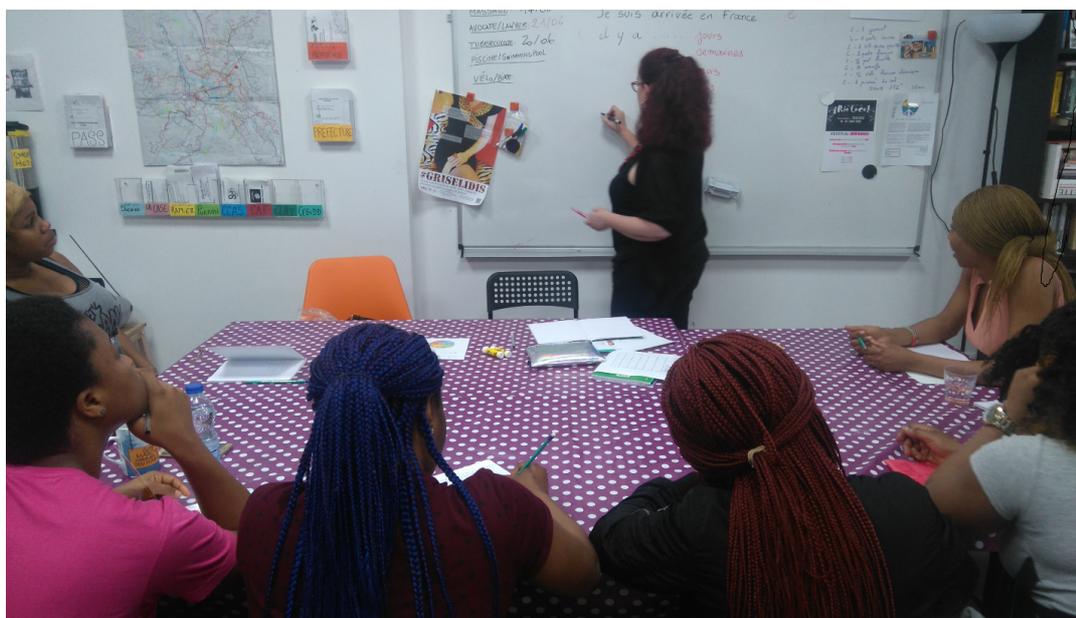
Nous avons décidé d'organiser 3 sessions de 4 mois afin de permettre à davantage de personnes de bénéficier des cours de FLE. Chaque session de 4 mois représente 28 séances d'1h30, c'est-à-dire 42 heures de cours par femme.

Au total, nous avons donc organisé 84 séances de FLE, ce qui représente 126 heures de FLE en interne à l'association.

L'une des principales difficultés rencontrées a été la présence régulière des femmes inscrites au cours à toutes les séances. En effet, les conditions de vie et de travail des femmes migrantes a pu rendre difficile une présence à toutes les séances (certaines travaillent dans la rue jusqu'à l'aube..., d'autres ont des jobs précaires avec des horaires variables, certaines enfin ont des enfants en bas âge non scolarisés...).

Les cours mis en place par l'association Grisélidis ont néanmoins permis à ses usagères, durant quelques mois, d'entrer dans l'apprentissage de la langue dans un cadre plus adapté et sécurisé que les formations linguistiques habituelles. Il aurait été intéressant de pouvoir en établir un bilan d'ici quelques mois, afin d'en mesurer le réel bénéfice.

Malgré nos différentes démarches pour pérenniser cette action auprès de différents financeurs (publics : Etat et Région) et privés (Fondation Raja et fondation Chanel), nous ne serons pas en mesure de proposer cette année des cours de FLE en interne.



Accès à la formation, à l'emploi formel des personnes qui se prostituent ou se sont prostituées

Action emploi	2019
Suivis individualisés emploi	70
Dont Parcours de sortie de la prostitution	11
Accompagnements physiques emploi	30
Orientation emploi/formation dont FLE	62
Entretien individuel emploi	461
Service civique	1
Accès à l'emploi	29

Les actions mises en œuvre dans le cadre du projet nous ont permis d'obtenir des résultats significatifs en matière d'insertion professionnelle des femmes accompagnées par l'association. Il est également important de souligner que nous arrivons, malgré les difficultés, à lever certains freins comme l'accès au logement grâce à un partenariat renforcé avec les acteurs du logement/hébergement à Toulouse, fruit de longues années de travail et d'une expertise de notre association enfin reconnue.

Les activités et les démarches engagées avec les femmes sur le long cours, avec des suivis de plusieurs mois, à raison de plusieurs RDV par mois, ont permis à certaines de s'engager dans de véritables parcours d'insertion réussis (nous en donnons deux rapides exemples), et ces trajectoires montrent une détermination et une volonté hors du commun de la part de ces femmes, trop souvent invisibilisées et stigmatisées.

Les femmes que nous accompagnons sont très éloignées de l'emploi, pour des raisons à la fois administratives et sociales : en premier lieu, il s'agit en grande majorité de victimes de traite des êtres humains et/ou de violences de genre qui ont fui leur pays et ont connu un parcours migratoire dangereux et éprouvant et n'ont pas de papiers : la première étape, indispensable, de leur parcours d'insertion, est donc la reconnaissance de leur statut de réfugiée, qui passe par une demande d'asile longue et complexe, préalable à l'accès à l'emploi formel. En outre, il s'agit de femmes qui ont un faible niveau d'éducation (celui-ci se limitant souvent à l'école primaire) et ne possèdent peu ou pas d'expérience professionnelle. La non-maîtrise du français et de l'outil informatique viennent s'ajouter à ces freins, deux caractéristiques qui vont également freiner l'accès à l'emploi des personnes migrantes originaires d'autres pays (Bulgarie, République dominicaine, etc.) que nous accompagnons.

Suivi social individualisé insertion-emploi formel : assuré par l'éducatrice spécialisée, avec le soutien de notre stagiaire éducatrice, avec les médiatrices culturelles nigériane et bulgare.

Ces suivis sur la durée concernent sur la période **70 personnes** (nigérianes et bulgares principalement). Toutes sont âgées de 20 à 45 ans, les femmes nigérianes sont en situation administrative souvent précaire, (demande d'asile en cours, autorisation provisoire de séjour, etc...) Ces suivis durent plusieurs mois, parfois plusieurs années. Dans le cadre de ces suivis, les personnes ont été reçues de manière individuelle à minima une fois par mois, et pour la moitié d'entre elles une fois tous les 15 jours, voire une fois par semaine.

L'accès à l'emploi formel nécessite d'abord de faire tomber les barrières liées à la confiance en soi mais aussi de mettre en place des conditions matérielles de vie qui permettent la recherche et le maintien dans l'emploi : logement, garde des enfants, mobilité et, de plus en plus, amélioration de la situation administrative.

Notre mission a également consisté à aider les personnes à maintenir leurs revenus autres que celui du travail. Nous les avons accompagnées dans la demande et le maintien des allocations CAF, des allocations chômage, du RSA activité, de la prime d'activité, du statut de travailleur.se handicapé.e auprès de la MDPH, et des prestations AAH. C'est un travail important car il nécessite un suivi, notamment pour les dossiers qui doivent être renouvelés régulièrement.

Au total, cela représente **461 entretiens** sur les questions liées à l'insertion professionnelle.

❖ Accès à l'emploi

Pour ces 70 personnes suivies, **29 emplois ont été trouvés : 26 CDD et 3 CDI en 2019.**

De manière majoritaire ce sont des postes d'agentes d'entretien et de nettoyage. Notre accompagnement se poursuit avec elles, afin d'élargir le champ des possibles en matière d'emploi et éviter le cantonnement à ces emplois précaires, fortement féminisés. Mais leur besoin de travailler rapidement, la barrière de la langue et leurs difficultés à imaginer d'autres emplois possibles les amènent à accepter et parfois se cantonner à ce genre d'activité.

Nous avons également poursuivi notre travail d'accompagnement à **la recherche d'emploi et à l'entretien d'embauche** : nous avons accompagné de nombreuses personnes dans la rédaction de leur CV, mais aussi dans la recherche de petites annonces, la réponse aux offres, le premier contact téléphonique avec un employeur potentiel... Nous avons à cœur de valoriser les acquis de l'expérience, et en **particulier les compétences transférables** acquises par les personnes au cours de leur parcours personnel, migratoire, et prostitutionnel (négociation, communication, capacités d'analyse, maîtrise de plusieurs langues, etc.). **La fracture numérique** est toujours un frein important pour une large part de notre public. De plus en plus de démarches administratives, et en particulier celles à accomplir pour trouver un emploi, sont dématérialisées. Ces difficultés sont

souvent source de frustration et de découragement pour les personnes ; la mise en place d'ateliers collectifs est une première étape pour rendre les personnes autonomes.

De multiples démarches sont réalisées dans le cadre de ces suivis:

Ø inscription pôle emploi, actualisation mensuelle,

➤ accompagnement physique lors de RDV pole-emploi,

Ø explication des courriers et médiation avec les conseiller.es,

Ø inscription sur des sites de recherche d'emploi; recherche de petites annonces et réponses aux annonces,

Ø rédaction de CV

Ø candidatures spontanées sur les sites d'entreprises locales,

Ø préparation à l'entretien d'embauche, le cas échéant,

Ø accompagnement vers des projets d'auto-entrepreneuriat, de la conception du projet à sa mise en place, en passant par la recherche de formations adaptées.

Ø travail en partenariat avec les professionnels de l'insertion professionnelle localement sur les dispositifs suivants : PLIE, Cap Emploi, Alphacode, CREPT, ...

Ateliers collectifs favorisant l'autonomie dans le parcours d'insertion



Ces ateliers d'une durée d'environ 2 heures, sont organisés **1 à 2 fois par trimestre** pour des groupes de 4 à 6 personnes en moyenne. Ces ateliers se déroulent dans la salle d'accueil du local de l'association, équipé d'ordinateurs, de photocopieur et d'imprimante. Ils sont pensés comme un complément au suivi individuel, pour permettre l'autonomie des personnes accompagnées ; ce sont également des temps de convivialité et de partage entre femmes.

Deux ateliers ont été organisés autour de l'actualisation du **dossier Pole-Emploi**, en septembre et octobre 2019. **12 personnes ont participé**. Un des objectifs est de permettre à celles possédant un smartphone (cela représente une majorité d'entre elles, mais une bonne partie n'en possède pas) de pouvoir découvrir l'application, et à terme, de réaliser seule cette démarche ; ce qui est le cas pour une majorité d'entre elles à ce jour.

Un atelier sur la préparation à **l'entretien d'embauche** et la présentation de soi lors d'un entretien s'est également déroulé au mois de novembre 2019, il a réuni **5 femmes** qui nous avaient sollicitées de manière spécifique autour de ce thème.

Nous avons également **accompagné physiquement 30 personnes** et orienté **62 personnes** vers les dispositifs et services liés à l'emploi et à la formation : Plateforme Emploi Entreprise, Inter relais, Pôle emploi, Mission Locale, MCEF, CIDFF, Alliance et Culture, CREPT, IRFA Sud, Avenir, Carrefour Culturel... Comme ces structures ne disposent pas de personnel pour la traduction, il est nécessaire **de préparer en amont, parfois d'accompagner pour assurer une médiation, et de débriefer les rendez-vous** pour permettre aux personnes de discuter des enjeux, des conséquences et des solutions à mettre en place si elles veulent se saisir du dispositif.

Nous informons également les personnes sur le droit du travail. Au-delà de la connaissance de la législation, il s'agit de favoriser la levée des freins pour maintenir son emploi et le meilleur équilibre possible entre vie privée et vie professionnelle.

❖ **Suivi des femmes dans le Parcours de sortie de la prostitution :**

Nous assurons dans ce cadre, outre une information concernant ce dispositif, **l'accompagnement et le suivi des femmes entrées dans le « parcours de sortie de la prostitution »** et l'accès aux droits associés : titre de séjour, allocation AFIS, cours de FLE, accompagnement vers l'insertion professionnelle et l'emploi, accompagnement vers la santé, le logement ; en lien avec les services de la préfecture, la Délégation départementale aux droits des femmes et les acteurs locaux de l'insertion professionnelle /de l'emploi et de l'hébergement/logement.

Nous avons accompagné **11 femmes en 2019**, ce qui représente un énorme travail de suivi, composé d'entretiens très réguliers puisque leur dossier est réexaminé tous les 6 mois lors des commissions départementales (qui se réunit tous les 3 mois).

Ce parcours, même s'il représente un réel intérêt pour les femmes (notamment nigérianes qui en sont les principales bénéficiaires), est extrêmement chronophage pour notre association, qui ne bénéficie que de très peu de financements pour ce suivi. Nous sommes donc contraintes de réduire le nombre de femmes accompagnées et nous refusons - ou différons- les demandes d'entrée dans ce parcours, faute de moyens suffisants.

En parallèle, nous poursuivons notre travail d'information sur ce dispositif, en expliquant aux personnes qui se prostituent les droits auquel il donne accès. Notre travail est d'apporter des renseignements concrets et des explications, afin que ces attentes ne suscitent pas par la suite du découragement, un renoncement, ou des ruptures dans le parcours.

Nous avons participé à l'ensemble des réunions et commissions en lien avec ce dispositif très chronophage piloté par la DRDFE. De multiples rencontres partenariales réunissant les associations agréées, et les services de l'état, les acteurs concernés (pôle emploi, DDCS, Soliha, etc...) ont permis une réflexion et la mise en œuvre de procédures ayant pour but de favoriser l'insertion des femmes suivies.

❖ **L'accès aux savoirs de base et à la formation :**

Parmi les personnes que nous rencontrons, nombreuses sont celles désireuses **d'apprendre le français ou de perfectionner leur maîtrise de cette langue**. La barrière de la langue est en effet un important frein dans l'accès à l'emploi : certaines femmes comprennent mal les appels qu'elles reçoivent après avoir déposé des candidatures.

En 2019 nous avons été contraintes de suspendre les cours de FLE en interne faute de moyens.

Orientation vers des **cours de FLE** : recherches de structures FLE (avec mise à jour des organismes dispensant des cours de FLE à Toulouse), mise en lien, inscription.

Ø 4 personnes ont pu intégrer un parcours de **FLE à visée professionnelle** avec le CREPT

En termes d'accès à la formation :

Ø Une **jeune femme nigériane**, demandeuse d'asile puis en parcours de sortie de la prostitution a pu intégrer **l'Ecole de la Deuxième chance** à Toulouse, dispositif qui accompagne les jeunes dans la construction d'un parcours de réussite professionnelle, le choix d'un métier, l'accès à un emploi et une insertion durable dans le monde du travail. Nous espérons poursuivre ce partenariat en 2020, pour une autre jeune femme nigériane.

➤ 3 personnes ont trouvé des petites formations ou stages en petite enfance, nettoyage.

➤ 1 jeune femme a pu effectuer un service civique de 10 mois.

❖ **Favoriser la levée des freins à l'emploi par l'accès à l'hébergement, au logement**

Le mal logement, les conditions d'habitat très précaires (hébergement par des tiers, vie en squat ou en campement, parfois à la rue) est le quotidien d'un nombre important des personnes accompagnées. Cela renforce leur vulnérabilité et contribue à les marginaliser davantage, ce qui vient mettre à mal leur accompagnement vers l'emploi.

Nous avons accompagné **41 personnes dans la recherche d'un hébergement, d'un logement autonome**, et/ou dans le maintien de celui-ci (demandes d'aides financières pour les factures d'énergie, dossiers préfecture pour insalubrité, demande de logement social, médiation avec les propriétaires...).

Nous avons réalisé **328 entretiens** portant sur le logement et l'hébergement, **accompagné physiquement 8 personnes** dans ce cadre. 29 personnes ont effectué un dossier de domiciliation.

Notre accompagnement a permis à plusieurs personnes de trouver une solution :

➤ 1 jeune femme a trouvé une place en CADA, une vingtaine a eu une place d'hébergement en CHU.

➤ Ø **8 personnes ont trouvé un logement**, dont 4 un logement en IML avec notre partenaire logement SOLIHA.

❖ **Soutien à la parentalité**

Comme indiqué précédemment, plusieurs femmes que nous accompagnons sont devenues mères. Nous accueillons souvent au local des **enfants en bas âge (65 cette année)**, ce chiffre est en nette augmentation. Nous avons donc aménagé un petit espace enfants, avec tapis, jeux à cet effet, et une barrière sécurisée pour accéder à l'étage.

De fait, les demandes des femmes en la matière deviennent très importants, et les **démarches liées à la parentalité** occupent de plus en plus l'équipe lors des permanences avec ou sans RDV. Cette année, **plus de 500 entretiens** ont concerné des questions liées à la parentalité.

Nous réalisons avec les futures mères un suivi de préparation à la parentalité (supervision du parcours médical, ouverture de droits, etc.). Cette année, nous avons notamment **accompagné 2 femmes en congés maternité** tout au long du processus.

Nos infirmières sont souvent amenées à rassurer les mères autour de questions de santé concernant leurs enfants, et des accompagnements plus importants sont parfois nécessaires.

Il est toujours difficile pour les femmes sans emploi d'accéder à une place en crèche, or l'absence d'un mode de garde les freine dans leurs démarches de recherche d'emploi : se crée ainsi un cercle vicieux qui contribue à maintenir les femmes dans la précarité.

Nous assurons toujours avec les mères les démarches nécessaires à la scolarisation des enfants (inscription administrative, liens avec le personnel enseignant, traduction des courriers envoyés par l'école, médiation sur le système scolaire français...).

❖ Exemples de parcours global d'insertion de femmes accompagnées

Mme O. B est une femme nigériane, rencontrée lors de nos maraudes nocturnes en 2017, elle fréquente depuis l'association de manière régulière, elle a suivi des cours de FLE à l'association de manière assidue jusqu'en juin 2019. Elle a obtenu un titre de séjour provisoire et depuis nous l'accompagnons en matière d'insertion.

Lors des 6 derniers mois, les avancées ont été spectaculaires :

**réalisation de stages courts dans les métiers de la petite enfance avec le CRIJJ et stage sur la gestion des déchets.*

** Emploi obtenu dans une association d'insertion à Toulouse La Glanerie. Contrat d'insertion en aout 2019 à raison de 28h/semaine comme « salariée polyvalente » et elle doit le renouveler pour 6 mois supplémentaires.*

** Elaboration d'un projet professionnel de création d'entreprise de couture - Stage effectué en juillet 2019 chez une couturière– projet professionnel que nous continuons de travailler avec elle en parallèle.*

** Accompagnement vers un logement individuel – O.B a obtenu un appartement individuel en IML avec Soliha en septembre 2019 à Toulouse.*

O.B est aujourd'hui autonome et s'exprime de manière très correcte en français. Elle a pu intégrer avec grande joie un appartement individuel fin septembre, et son contrat de travail actuel doit être reconduit.

Mme O. est une jeune femme nigériane, connue de l'association depuis fin 2017. Nous la voyons régulièrement depuis.

Grace au suivi individuel et collectif de l'association, Mme O. :

**a signé un contrat CDI de 20h hebdomadaires en 2019 (hôtel) ; elle avait commencé à travailler pour une entreprise de nettoyage durant l'été 2019. Elle a aussi trouvé un CDI dans une entreprise de nettoyage de 17,5 h hebdomadaires depuis septembre 2019.*

** a été orienté vers l'alphacode d'Alliances et Cultures en vue de passer le permis de conduire*

**a été accompagné en partenariat avec Soliha pour l'accès à un logement qu'elle occupe aujourd'hui.*

Mme O. est actrice de sa vie et autonome sur de nombreux points, la réussite de ce parcours est évidente. Disposant aujourd'hui de 2 CDI à temps partiel et d'un appartement en co-location, son projet de vie a pris réellement forme, il se réalise loin des violences subies et ses conditions de vie se sont transformées.

PARTENAIRES MOBILISES :

Accès aux droits, grande précarité : Maisons des solidarités, cellules socio-administratives des hôpitaux, Espace Social Grand Ramier, Boutique Solidarité, CCAS, CCPS, CPAM.

Aide alimentaire : Restos du cœur, Espace social du Grand Ramier, Secours catholique, secours populaire...

Accès à l'hébergement : SIAO, 115, SOLIHA, CHU-CHRS (Olympe de Gouges, Vélane, APIAF, Ruelles, Maison des allées), Halte de Nuit, Equipe Mobile Sociale (EMS), le Refuge Toulouse, Appartements de Coordination Thérapeutique, Halte Santé, hôtels.

Accès à la formation et à l'emploi : Pôle emploi, Mission locale, AMS Grand Sud, Carrefour culturel Arnaud Bernard, Alliances et cultures, CREPT, la Croix-Rouge, Catalyse Sud, IFRA Sud, PLIE, Plateforme Emploi Entreprise, Inter relais, MCEF Bellefontaine, Secours catholique, Avenir – Maison des chômeurs, Accelair 31.

Région Occitanie : ARS, DRDFE, Arap Rubis (Nîmes), Médecins du Monde (Montpellier), Planning Familial (Aude), Amicale du Nid (Toulouse et Montpellier).

Lutte contre les violences



Lutte contre les violences

La conjonction à Toulouse des **arrêtés municipaux anti-prostitution** et de la **loi de lutte contre le système prostitutionnel** qui pénalise l'achat de services sexuels a eu un impact important sur les territoires de prostitution. En octobre 2019, les arrêtés anti-prostitution à Toulouse ont encore été prolongés et élargis à de nouveaux territoires. Les travailleur.se.s sur sexe sont contraintes de travailler de plus en plus loin du centre-ville, vers des zones désertes la nuit (centres commerciaux, etc...), cela **isole les personnes prostituées et les rend donc plus vulnérables en cas de violences**. La diminution du nombre de clients a entraîné une baisse importante des revenus, une hausse de la précarité, qui a conduit les femmes à allonger leur temps de présence sur le terrain. Nous rencontrons beaucoup de femmes qui cumulent activité nocturne et diurne : alors qu'auparavant, elles ne prostituaient que la nuit, elles sont désormais contraintes de se prostituer également en journée. Ce phénomène est particulièrement perceptible le long de l'avenue des Etats-Unis, où la prostitution de jour s'est de ce fait développée.

Cette situation a un impact important sur la santé physique et psychique des personnes, **elle contribue aussi à augmenter l'exposition des femmes prostituées à tous types de violences**.

Les violences ont donc été nombreuses cette année encore sur les territoires de prostitution : **menaces, agressions physiques, stealthing (pratique consistant à retirer le préservatif à l'insu de sa partenaire au cours d'un rapport sexuel); agressions sexuelles, viols, vols**.

Les **tentatives de proxénétisme**, exercés par des hommes qui tentent de s'imposer comme des « protecteurs » des femmes en échange d'argent restent une réalité auxquelles les personnes prostituées sont confrontées.

La traite des êtres humains, l'exploitation des personnes migrantes et l'imposition de dettes de passage démesurées restent une réalité pour beaucoup de femmes qui se prostituent et ce phénomène est largement dû à la fermeture des frontières européennes et aux grandes difficultés rencontrées par les migrant.es extra-européen.es pour venir vivre et travailler en Europe et en France.

Comme chaque année, nous avons tenté d'inciter les victimes à entamer une action en justice. Malheureusement, la peur de la stigmatisation et des autorités fait que ce processus prend du temps, pendant lequel les agresseurs continuent à s'en prendre aux personnes. Cette crainte à l'égard des forces de l'ordre s'est renforcée du fait de l'**augmentation de la répression policière**.

Dans ce contexte, la police apparaît donc plus que jamais comme une force répressive que les femmes craignent et évitent, et qu'elles **refusent de solliciter, même en cas d'agression physique ou sexuelle violente**.

Nous avons donc redoublé d'efforts pour libérer la parole sur les violences, notamment par le biais de focus groups organisés dans le bus lors des maraudes.

❖ **Accompagnement individuel des travailleur.ses du sexe victimes de violences et d'abus**

Violences :	
Entretiens individuels autour des violences	306
Suivis individuels	48
Accompagnements physiques	15
Dépôt de plainte	5
Permanences de l'avocate	27

En 2019, nous avons assuré **127 permanences** au local, au cours desquelles plus de **300 entretiens** ont abordé la question des violences, c'est également une thématique centrale lors de nos tournées de nuit.

Nous avons accompagné **48 personnes prostituées victimes de violences** dans leur parcours d'accès aux droits ; parmi elles **15 ont été accompagnées physiquement** dans les lieux de justice et de soins et nous avons **orienté 38** d'entre elles vers des structures **partenaires spécialisées**.

Nous avons réalisé également des accompagnements physiques au commissariat de police pour le dépôt de plainte : en 2019, **5 dépôts de plainte** ont été réalisés pour agressions et/ou vols.

Enfin, aux violences vécues sur le lieu d'activité s'ajoutent les violences expérimentées dans le cadre de la vie privée, familiale, et/ou du parcours migratoire : cette année, nous avons accompagné 2 femmes victimes de **violences conjugales**.

Les suivis mobilisent généralement plusieurs salariées, car ils se trouvent au carrefour du soin, de l'accompagnement social et de l'accompagnement juridique. Nous accompagnons les femmes auprès des professionnel.les de santé (médecine légale, PASS, etc.) et leur proposons un suivi infirmier ainsi qu'un soutien psychologique. Nous réalisons également des accompagnements physiques au commissariat de police pour le dépôt de plainte, et les personnes qui le souhaitent peuvent bénéficier d'un suivi juridique par l'avocate de l'association.

La **permanence mensuelle assurée par une avocate spécialiste du droit des victimes** a eu lieu une fois par mois au local de l'association : en 2019, **27 personnes ont bénéficié d'un suivi juridique**.

En cas de violences, nous recherchons des solutions de mise à l'abri immédiate, dans des cas de violences conjugales ou de traite des êtres humains par exemple. L'association a proposé des nuitées d'hôtel (pour une durée d'une nuit) à plusieurs personnes cette année encore (compte-tenu de la saturation du dispositif du 115) et a fourni des aides à la vie quotidienne (repas, produits d'hygiène, transport), en complément d'un accompagnement à la recherche d'un hébergement en lien avec le 115.

Nous travaillons avec le **Projet Jasmine** (projet-jasmine.org) qui a pour but de lutter contre les violences faites aux TDS pendant leur activité. En effet, les TDS sont des cibles privilégiées des agresseurs et ce projet propose de soutenir et d'orienter les TDS contre les violences. Il comporte notamment une application pour Smartphone permettant de signaler une agression aux autres TDS, lancer une alerte, et donnant des informations et des conseils à suivre en cas d'agression, sur les thématiques de la santé, des droits et de l'autodéfense. Il s'agit d'un projet issu de Médecin du Monde dont nous sommes partenaires depuis la création. Une tournée de nuit a été réalisée sur ce thème afin d'informer les TDS de rue de Toulouse sur l'existence de ce projet et de distribuer des sifflets d'alerte. Nous avons également informé les TDS du net et parrainé plusieurs escortes intéressées par l'application.

❖ **Accès à la régularisation, au droit d'asile :**

61 personnes ont été accompagnées dans leurs démarches de régularisation, 35 personnes dans leur demande d'asile.

Le profil des femmes rencontrées :

Tout comme l'année précédente, il s'agit en très grande majorité de femmes nigérianes de moins de trente ans, victimes de traite des êtres humains ou/et de violence de genre. La grande majorité d'entre elles ont entre 18 et 30 ans. Elles sont originaires du Nigeria, notamment de la ville de Bénin City située au sud du pays. La plupart des femmes nigérianes possèdent un parcours similaire.

Nous rencontrons la majeure partie de ces femmes dans la rue, certaines d'entre elles sont également orientées vers l'association par des partenaires.

Chaque femme est reçue individuellement au local par l'éducatrice spécialisée formée au droit des étrangers et la médiatrice culturelle africaine. Le premier entretien vise à la rassurer et à lui faire comprendre la procédure. Nous effectuons dans un premier temps un travail de mise en confiance : nous leur présentons les différentes institutions auxquelles elles vont être confrontées et leur expliquons leurs fonctions.

Nous effectuons une médiation avec les services de Forum Réfugiés chargés du premier accueil des demandeur.ses d'asile en Haute-Garonne, et accompagnons la bénéficiaire dans ses démarches avec la préfecture et l'OFII : nous nous assurons de sa présence aux rendez-vous, du respect de ses droits, et de sa compréhension des démarches.

Compte-tenu de la baisse structurelle des financements, et nos manques en moyens humains (une seule travailleuse sociale au sein de l'équipe) nous avons pris la décision de réduire fortement notre action de suivis à la demande d'asile, notamment l'accompagnement au récit pour la demande d'asile (suivi très long et complexe), une action très chronophage et non financée. Nous avons tout de même réalisé un important travail d'information des personnes, d'explication des démarches et d'orientation vers les structures spécialisées, comme Forum Réfugiés.

Mais la demande ne faiblit pas, et nous avons tout de même effectué **409 entretiens sur le droit d'asile**, durant l'année 2019.

Nous avons aussi poursuivi notre accompagnement de certaines femmes de notre file active avec des dossiers particulièrement complexes. De fait, **notre action d'accompagnement à la demande**

d'asile, toujours non financée, mais étape incontournable dans l'accompagnement des femmes, est toujours très importante : nous recensons **35 personnes/femmes accompagnées** cette année. Parmi elles :

- **8 personnes ont obtenu le statut de réfugié.e,**
- **2 femmes ont été régularisées pour 316.1** (l'article L316-1 du Ceseda offre la possibilité de délivrer une carte de séjour « vie privée et familiale » aux personnes qui portent plainte ou témoignent dans le cadre de procédures pénales engagées à l'encontre d'auteurs de faits de traite ou de proxénétisme).

❖ **Accès au droit au séjour :**

En 2019, nous avons réalisé **167 entretiens sur le droit au séjour**, et accompagné **61 femmes dans leurs démarches de régularisation**.

Les situations étant très variées, nous avons été amenées à composer des dossiers pour différents types de demandes :

- > Carte de séjour « vie privée et familiale »
- > Titre de séjour pour Etranger malade (TSEM)
- > Renouvellement de titre de séjour
- > Carte de résident (valable dix ans)
- > Naturalisation
- > Titres de voyage pour les réfugiés et les bénéficiaires de la protection subsidiaire.

Là encore, ces suivis sont longs et demandent du temps : il s'agit pour nous, dans un premier temps, d'expliquer à la personne la législation et les procédures à suivre ; mais aussi de lui faire prendre conscience des difficultés auxquelles elle doit s'attendre. Nous prenons ensuite rendez-vous avec elle à la préfecture, démarche rendue plus complexe par la numérisation toujours plus grande des démarches. Nous montons avec les bénéficiaires leurs dossiers (collecte des pièces nécessaires, rédaction) et les accompagnons dans toutes les démarches ultérieures.

• **Manifestation contre les féminicides à Toulouse :**

Notre équipe était présente ce jour-là pour visibiliser les violences faites aux TDS.



Partenaires mobilisés :

Lutte contre les violences : Faire Face, Ta vie en mains, Planning Familial 31, APIAF, SAVIM, médecine légale, avocat.es, services de police, CHRS.

Accès à la demande d'asile : Forum Réfugiés, Groupe Asile, Croix-Rouge, OFII, OFPRA, CNDA, préfecture, Amnesty International, Les amis du bus des femmes, avocats spécialisés, DDAEOMI, le Cercle des voisins.

Accès au droit au séjour : Case de santé, Cimade, GISTI, avocat.es spécialisés, permanence de la CIMADE au centre de rétention.

Lutte contre les discriminations : actions de sensibilisation et de formation des professionnel.les

Ces actions ont pour but de sensibiliser les professionnel-le-s et le grand public, en déconstruisant les nombreux préjugés qui entourent à la fois la prostitution, la migration, et la violence à l'égard des femmes.

- Comme chaque année, à l'occasion du 25 novembre, nous avons tenu un stand au **carrefour-rencontre organisé par la Mairie de Toulouse**, qui nous a permis de sensibiliser les toulousain.es aux violences vécues par les femmes prostituées.
- Au deuxième semestre 2019, nous avons organisé **2 soirées projection-rencontre autour des parcours de femmes migrantes chinoises qui se prostituent : « Les fleurs Amères »** en partenariat avec L'American Cosmograph et Utopia Borderouge. La projection a été suivie d'un temps d'échange avec l'équipe de Grisélidis et le réalisateur.



- Une soirée de soutien a été organisée en **partenariat avec le café associatif l'Itinéraire-bis en mars 2019**. Une soirée qui a réuni environ 200 personnes.

Merci à Amélie Elie de la compagnie Dirty Glitter qui a joué la pièce « Langues de putes ». Merci à "Grace et volupté Van Van" pour leur concert et à Fisso pour la sonorisation et la musique.

- Soirée de soutien à Grisélidis organisée à La Chapelle le 29 mai 2019, avec Amélie Elie



- **Formation et sensibilisation des professionnel.les**

Nous avons organisé cette année deux sessions **de formation** à destination des professionnel.le.s de l'action sociale et sanitaire de la Région. **16 personnes** ont pu en bénéficier (CHRS, PF31, ASS de MDS, chargé.es de prévention, etc...).

Nous avons également formé **20 salariés de l'ENIPSE à Paris, coordinateurs régionaux et chargés de prévention**.

Nous sommes également intervenus auprès de 5 promotions à l'université et dans les écoles de travail social (Master GEPS, ERASME, Limayrac) : ces sessions avaient pour objectif d'informer sur les réalités vécues par les personnes qui se prostituent ; sur les freins rencontrés par celles-ci dans leur accès à l'insertion sociale et professionnelle ; et de dispenser des savoirs et savoir-faire permettant un accueil non discriminant de ce public en lien avec notre approche communautaire.

Nous avons ainsi **formé 36 professionnel.les, et 120 futur.es professionnel.les de l'action sociale**.

Enfin, en novembre 2019, nous avons organisé notre **journée portes-ouvertes** destinée aux professionnel-le-s du secteur associatif, social et de l'insertion : ceux-ci ont pu visiter les locaux ainsi que le bus de prévention de l'association, échanger avec l'équipe salariée, et s'informer sur nos actions. Nous avons accueilli à cette occasion **40 personnes** et les avons sensibilisées notamment

aux difficultés rencontrées par les personnes que nous accompagnons dans leur accès aux droits sociaux, à la formation et à l'emploi.



- **Intervention** d'Eva Clouet et June Charlot sur **recherche trans, TDS**, université Toulouse Jean Jaurès

MARCHÉ NATIONALE DES HOMOSEXUELS LESBIENNES

Actualités de la recherche LGBTQI en France

SÉMINAIRE **Hors et contre normes**

Matinée 9h30-12h30 présidence de Michèle Zancarini-Fournel

Après-midi 14h-17h présidence de Jean-Yves Le Talec

12 avril 2019

Université Toulouse Jean Jaurès
Maison de la Recherche, salle D29

Organisé par le Centre de Recherche en Sciences Humaines et Sociales (CRSHS) et l'Association pour le Développement de la Recherche en Sciences Humaines et Sociales (ADRSHS)

Les actions de plaidoyer

❖ La lutte contre le Sida :

- Nous travaillons tout au long de l'année avec le collectif toulousain des associations de lutte contre le SIDA : l'**AJMS** devenu **Toulouse Action Sida** en 2020.
- Deux salarié.es ont participé à la Convention nationale Sidaction, à Paris septembre 2019.



Comme chaque année, Grisélidis a co-organisé avec d'autres associations deux événements incontournables de la lutte contre le Sida à Toulouse :

- Le **Sidaction** s'est déroulé en avril 2019 à Toulouse. Un nombre important de bénévoles se sont mobilisé.es tout au long du week-end pour inciter les citoyen.nes à faire des dons. Des boîtes blanches et rouges ont également été déposées dans une vingtaine de bars, commerces et lieux de sociabilité pour prolonger et étendre la collecte. Grisélidis s'est impliquée dans l'organisation de l'événement, le recrutement des bénévoles et leur coordination ; l'ensemble des salarié.es a d'ailleurs pris part à la collecte. Grâce à l'argent récolté, Sidaction est en mesure de financer la recherche contre le Sida ainsi que des activités de prévention, d'entraide, et d'amélioration de la qualité de la vie des personnes vivant avec le VIH, aussi bien en France qu'à l'étranger.



- La **Journée Mondiale de lutte contre le Sida** a eu lieu le 1er décembre, et Grisélidis a là aussi participé à sa préparation. Nous faisons partie des nombreuses associations présentes sur le village associatif organisé en centre-ville : tout au long de la journée, nous avons sensibilisé les toulousain.es à l'importance de la prévention et du dépistage, distribué des préservatifs, mais aussi déconstruit les préjugés autour du Sida, des modes de contamination et des personnes vivant avec le VIH.

❖ **Droits des Travailleur.se.s du sexe**

Nous avons participé aux **Rencontres Internationales des Travailleur-se-s du Sexe** qui se sont déroulées à Paris les 29 et 30 juin 2019.



Ce rendez-vous annuel, créé par et pour les travailleur.ses du sexe, est l'occasion de se retrouver au niveau national comme international en non-mixité. Ces rencontres sont l'occasion de se fédérer dans les luttes pour l'accès aux droits de tout.es les personnes exerçant le travail sexuel. Il est également l'occasion d'échanger sur les pratiques et les stratégies face aux violences et aux stigmatisations.

Nous avons poursuivi notre investissement au sein de la **Fédération nationale Parapluie Rouge**, qui réunit des associations de TDS et de santé communautaire dans le but de défendre et faire respecter les droits des personnes qui se prostituent.

Nous avons notamment participé à la conférence de presse à Paris en janvier 2019 pour la présentation de la Question Prioritaire de Constitutionalité (QPC) portée par les associations du réseau et des travailleur.ses du sexe, QPC ayant pour but de remettre en cause la loi de 2016 pénalisant les clients.

Quelques mois plus tard, plus de 250 TDS en France, dont 30 TDS toulousaines ont porté un recours devant la CNDH, afin de contester la décision prise en janvier 2019 par le Conseil Constitutionnel qui a jugé que la loi de 2016 était bien conforme à la constitution.

- **A l'occasion du 17 décembre...** Griselidis était présente pour visibiliser la Journée internationale de Lutte contre les violences faites aux travailleur.ses du sexe.





Communiqué de l'association Grisélidis - 17 décembre 2019 - Toulouse

Arrêté municipal anti-prostitution, la mairie chasse les indésirables

Le 17 décembre, les prostitué.es du monde entier se mobilisent pour la Journée Internationale de Lutte contre les Violences Faites aux Travailleur.ses du Sexe.

A cette occasion, Grisélidis, association de santé communautaire, de lutte contre le VIH/IST et pour l'accès aux droits des travailleur.ses du sexe, entend visibiliser les violences et les discriminations qu'elles et ils subissent.

Nous dénonçons le nouvel arrêté du 22 octobre 2019, signé par le maire de Toulouse Jean-Luc Moudenc élargissant les zones d'interdiction de l'exercice de la prostitution ; cette nouvelle mesure répressive a des conséquences dramatiques sur le plan sanitaire, social, et humain. Tout comme l'arrêté anti-bivouac de septembre 2019.

Alors que la loi de 2016 dite de « Lutte contre le système prostitutionnel » prétend protéger les personnes prostituées, considérées comme des victimes, ce nouvel arrêté atteste qu'elles sont des délinquantes, éternellement coupables. Cette mesure leur interdit l'espace public et la libre circulation et les repousse toujours plus loin du centre-ville, loin des regards...

Si cet arrêté a pour objectif de faire disparaître le travail du sexe de rue, il a surtout pour conséquence de pousser les personnes dans la misère et l'exclusion.

Concrètement, elles ont de moins en moins de temps et de *pouvoir d'agir* pour imposer leurs conditions de travail et l'usage du préservatif. Elles subissent des amendes répétées, plusieurs fois par jour/nuit, elles voient leurs revenus chuter, elles sont la cible des contrôles policiers réguliers.

De plus, les violences sont en augmentation et les personnes ne peuvent pas aller porter plainte de peur d'être verbalisées, arrêtées voire expulsées. Les services de police assurent trop peu leur mission de protection des personnes et des victimes de violences (le 17 ne répond quasiment pas aux appels des travailleuses du sexe de rue la nuit).

**Stop à la répression des travailleur.ses du sexe et des migrant.es !
Pour des droits à la santé et à la justice !**

Contact Presse : June 06 88 13 52 66
association@griselidis.com

- **Mobilisation Retraites, décembre 2019**

La fin de l'année 2019 a été marquée par les mobilisations concernant les retraites. Là encore, Grisélidis était dans la rue aux cotés des travailleur.ses pour rappeler que les TDS, des femmes en majorité, ne bénéficient d'aucun droit à la retraite.



Partenaires mobilisés :

Sidaction, AJMS, Mairie de Toulouse

COREVIH, Commission Prévention de la CRSA,

Collectif Droits et Prostitution, Fédération Parapluie Rouge

Act Up Sud-Ouest, Médecins du Monde, CTDSE, AIDES, la Case de Santé, la Ligue des droits de l'homme 31, le Planning Familial 3, Utopia, American Cosmograph, Itinéraire-bis, UTJJ...

Rapport Moral 2019

L'année 2019 a débuté par une mauvaise nouvelle. Fin 2018, plusieurs associations dont Grisélidis avaient déposé une question d'ordre prioritaire pour faire invalider la loi du 13 avril 2016, malheureusement, début février 2019, le Conseil Constitutionnel a jugé que la loi était bien conforme à la constitution. Cette décision n'était pas vraiment une surprise et nous avons continué le combat contre cette loi : en décembre 2019 nous avons apporté notre soutien aux 250 TDS qui ont décidé de saisir la CEDDH afin de faire reconnaître l'atteinte aux droits fondamentaux que représente cette loi.

Nous alertons depuis le début sur les effets dévastateurs de la loi de pénalisation des clients, nous constatons chaque jour à quel point elle enfonce les TDS dans la précarité et l'isolement sans aucune solution concrète pour les aider contrairement à ce qui est affirmé par notre gouvernement. Nous avons pu faire part de ce constat de terrain lors de notre audition en juin 2019 par l'IGAS pour l'évaluation de la loi. Mais un an après cette audition (juin 2020), nous n'avons toujours aucune nouvelle de cette évaluation alors qu'elle devait sortir à l'automne 2019.

Concernant le volet social de cette loi, il y a aussi peu d'évolutions depuis l'an dernier. Grisélidis a tenu à faire partie des associations agréées pour le parcours de sortie. Cette décision avait été longuement débattue au sein de l'équipe notamment car nous combattons cette loi depuis les premiers débats. Nous sommes pour l'autodétermination des personnes que nous rencontrons, nous les accompagnons quelques soient leurs vécus et leurs demandes. Depuis toujours Grisélidis accompagne celles et ceux qui désirent quitter le travail du sexe, mais cette réorientation professionnelle est souvent compliquée notamment à cause des politiques anti-migratoires ou des difficultés sociales rencontrées par les personnes que nous rencontrons. Nous pensions que cette nouvelle possibilité pourrait faciliter cet accompagnement. Seulement cette solution s'est révélée être non seulement chronophage mais aussi décevante au regard de la difficulté à faire des dossiers répondant à toutes les attentes des commissions.

Notre participation au parcours de sortie est toujours compliquée car elle demande un investissement très important pour un financement totalement insuffisant vu les conséquences que cela peut avoir sur le travail de l'équipe.

Nous constatons que la validation des dossiers proposés pour les parcours de sortie est toujours aussi complexe : les TDS doivent être « irréprochables » pour y avoir droit et nous entendons encore de nombreux commentaires racistes, sexistes et putophobes pour juger si la personne est digne d'intégrer ce parcours de sortie. Nous ne pouvons malheureusement pas accepter toutes les personnes qui souhaitent intégrer le parcours car même si nous faisons le dossier, nous savons pertinemment qu'il serait retoqué sous des prétextes divers et variés qui n'ont pas lieu d'être lorsqu'on parle de dignité humaine.

Concernant le volet répressif, où est la dignité lorsque les personnes sont obligées de se cacher, de travailler plus longtemps, de subir une augmentation des violences à leur encontre, de diminuer leurs tarifs, d'accepter de mettre en jeu leur santé pour pouvoir survivre ? De quelle dignité parle t'on lorsque nous constatons que la précarisation augmente de manière exponentielle et que la santé physique mais aussi la santé mentale des personnes se détériorent à vitesse grand V ? Où est la dignité lorsque nous remarquons que de plus en plus de personnes ne peuvent plus payer leur loyer,

leurs hôtels et se retrouvent à la rue ? Ou lorsqu'on nous rapporte encore et encore des cas de harcèlement policier ?

A Toulouse, l'autre volet législatif encadrant le TDS passe par les arrêtés anti-prostitution mis en place par la mairie en 2014. Depuis cette date ils n'ont cessé de s'étendre, poussant les TDS de plus en plus loin. En novembre 2019, ils ont encore été amplifiés, interdisant la prostitution sur les quartiers nord de Toulouse, nous avons dû ajuster nos tournées afin de maintenir le contact avec les TDS.

Nous tentons de nous adapter chaque jour pour répondre aux demandes des personnes que nous rencontrons mais la situation devient de plus en plus critique. Critique pour ces personnes en premier lieu qui subissent chaque jour cette « chasse ». Mais aussi critique pour nous car nous devons faire face à une augmentation des demandes alors que les subventions ne cessent de diminuer. Comment proposer une aide à la hauteur de leurs besoins lorsque l'équipe est elle-même en souffrance ?

Alors que Grisélidis est avant tout une association de santé, nous constatons que les demandes des bénéficiaires sont de plus en plus tournées vers le social. Cette augmentation du nombre de demandes d'aides sociales est directement liée aux arrêtés et à la loi du 13 avril 2016. De quelle dignité parle t'on lorsque les personnes doivent faire passer leur santé au second plan car elles se retrouvent dans des situations sociales dramatiques ?

Durant l'année 2019 nous avons été contraintes de cesser les cours de FLE car nous n'avions plus le financement nécessaire. 2019 marquait aussi la fin de deux recherches-actions menées avec des sociologues. Ces recherches-actions sont primordiales car elles permettent d'étudier les modifications du travail du sexe, ainsi nous pouvons adapter notre travail en fonction de ces changements pour coller au mieux aux réalités du terrain. Nous voulions valoriser ces recherches grâce à un colloque mais il n'a pas été possible faute de financements. Il est vraiment dommage de ne pas pouvoir partager ces résultats avec le public car non seulement cela permet de lutter contre certains stéréotypes véhiculés par la société mais cela permettrait aussi de continuer à former des professionnel.les qui sont au contact des travailleuses du sexe afin qu'elles/eux aussi puissent adapter leur travail.

Cette situation critique se retrouve dans la plupart des associations. La fin de l'année 2019 a été rythmée par les manifestations et les grèves, de nombreux secteurs (médical, social, artistique...) se sont retrouvés pour partager leurs constats et leurs revendications. Grisélidis, comme de nombreuses associations à Toulouse, s'est mise en grève pour exiger la reconnaissance du travail accompli, la hausse des subventions pour accompagner correctement les personnes mais aussi pour demander la fin du système des appels à projet.

Le 17 décembre, journée mondiale de lutte contre les violences faites aux TDS, les TDS se sont joint à la manifestation pour exiger l'accès au droit commun et la fin des violences à leur encontre. Le soir même nous apprenions le suicide de Maia, une militante TDS. Ce décès a beaucoup ébranlé la communauté, car 2019 a été aussi marquée par un nombre important de décès chez les TDS, notamment de nombreux meurtres. La « croisade abolitionniste » au nom de la dignité humaine a de réelles conséquences sur le terrain : poussées dans la clandestinité, les TDS sont de plus en plus victimes de violences, de meurtres.

Perspectives :

Les problèmes financiers que nous avons rencontrés en 2019 se poursuivent en 2020, il est urgent de revaloriser le travail des associations et il est urgent d'écouter enfin les TDS qui clament haut et fort depuis des années quels sont leurs besoins. Alors que la situation des TDS devient de plus en plus dramatique, comment Grisélidis peut-elle apporter l'aide nécessaire quand les finances de l'association ne permettent pas de fonctionner de manière optimale ?

Et au final, où sont les fameux millions qui avaient été promis par le gouvernement pour aider les TDS à retrouver de la dignité ?

Sarah Lanselle, *présidente*